Délibération
n° 2022-004

Département des Pyrénées Orientales
VILLE DE SAINT-LAURENT DE LA SALANQUE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux et le dix mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la ville de Saint-Laurent de la Salanque s'est réuni à la mairie, lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain GOT, Maire.

Etaient présents : MM. Alain GOT ; Laurence de BESOMBES ; Michel FONVIEILLE ; Jean-Louis ALIET ; Pascale PELOUS ; André RIBAS ; Marie-Claude ALBA ; Thomas BALALUD de SAINT-JEAN ; Sandra PARRAGA ; Laurent MALET ; Sonia BOUTOUBA-DJERIOU ; Christian LLENSE ; Franck CAVAGNA ; Barbara BARRERA ; Christophe DEVISE ; Olga LAFITTE ; Cédrik PANIS ; Carmen FAY ; José VIEGAS ; Olivia OLIVE ; Julien DESTAVILLE ; Célia LEROI ; Mathieu DURAND ; René BAUS ; Guy CALVIGNAC ; Martine GALDEANO ; François MORENO ; Eliane PEDROSA ; Marie-José AMIGOU.

Représentés : Marlène GUBERT-OETJEN qui donne procuration à Marie-Claude ALBA ; Magaly MACHET qui donne procuration à Laurence de BESOMBES ; Frédérique PARENT qui donne procuration à René BAUS ; Fabien CORPETTO qui donne procuration à Martine GALDEANO.

Date convocation : 3 mars 2022

Nombre de membres	(Afférents au Conseil Municipal	:	33
	(En exercice	:	33
	(Qui ont pris part aux délibérations	:	33

. Madame Célia LEROI est élue secrétaire de séance.

.....

BUDGET COMMUNAL - DÉBAT SUR LE RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2022

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2312-1 ;
VU le rapport d'orientation budgétaire du budget primitif de l'exercice 2022 ;

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que dans les communes de plus de 3 500 habitants un Rapport sur les Orientations du Budget (ROB) doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget. Dans les communes de plus de 10 000 habitants ce rapport comporte au surplus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il présente donc à l'Assemblée le contenu du rapport d'orientation budgétaire qui est annexé à la présente délibération et ouvre ensuite le débat.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

PREND ACTE de la tenue du débat sur le rapport d'orientation budgétaire du budget principal de l'exercice 2022.

Et ont signé au Registre les membres présents,
Pour extrait conforme,

Le Maire,

Alain GOT.

MAIRIE DE ST-LAURENT-DE-LA-SALANQUE 66250

. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification (le silence de l'administration pendant 2 mois vaut décision de rejet).
. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, où à compter de sa notification.

. Certifié exécutoire par Monsieur le Maire compte tenu de la transmission en Préfecture
le 17 MARS 2022
et de la publication
le 17 MARS 2022
Le Maire,

MAIRIE DE ST-LAURENT-DE-LA-SALANQUE 66250

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :
Budget communal - Débat sur le Rapport d'Orientation budgétaire pour l'année 2022

Date de transmission de l'acte : 17/03/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 17/03/2022

Numéro de l'acte : 2022-004 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 066-216601807-20220310-2022-004-DE

Date de décision : 10/03/2022

Acte transmis par : Francoise BELMONTE

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte :
7. Finances locales
7.1. Decisions budgetaires
7.1.1. budgets et comptes
7.1.1.5. Autres actes budgétaires

Rapport d'orientation budgétaire 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de Saint-Laurent de la Salanque

Hôtel de ville - 2, avenue Urbain PARET - 66250 Saint-Laurent de la Salanque

Plan

Environnement macro-économique

Monde et zone Euro
France
Loi de Finances 2022

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement
Charges à caractère général
Opérations d'ordre
Rapport complémentaire sur les effectifs

Recettes de fonctionnement
Fiscalité
Concours de l'État
Autres recettes

Section d'investissement
Dette
Dépenses d'investissement
Recettes d'investissement

Programmation des investissements

Projets « récurrents »
Projets en phase d'étude
Projets à engager

Rapport d'orientation budgétaire 2022

Le **débat d'orientation budgétaire** représente la première étape du nouveau cycle budgétaire. C'est un maillon essentiel dans la chaîne de la procédure budgétaire de la commune : il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les **priorités et les évolutions de la situation financière** de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

La **tenue d'un DOB est obligatoire** dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus. En cas d'absence de DOB toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale *(CAA Marseille, 19 10 1999 « Commune de Port la Nouvelle »).* Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget *(TA de Versailles 16 mars 2001 M Lafond c/commune de Lisses).*
Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être **mis à la disposition du public** à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, publication, …).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être **mis en ligne sur le site internet** de la collectivité dans un délai d'un mois après leur adoption.

« Les éléments financiers présentés dans ce document retranscrivent une lecture et une interprétation de la santé financière de la ville de Saint-Laurent de la Salanque entre 2020 et 2022, période au cours de laquelle le service finances et comptabilité de la commune a fait face à différentes méthodes de travail et un changement de Trésorerie au 1er janvier 2021 ».
Lucas Dunkan, Directeur du services finances, comptabilité et commande publique.

Environnement macro-économique

Monde et zone Euro : l'économie rebondit malgré des répliques épidémiques

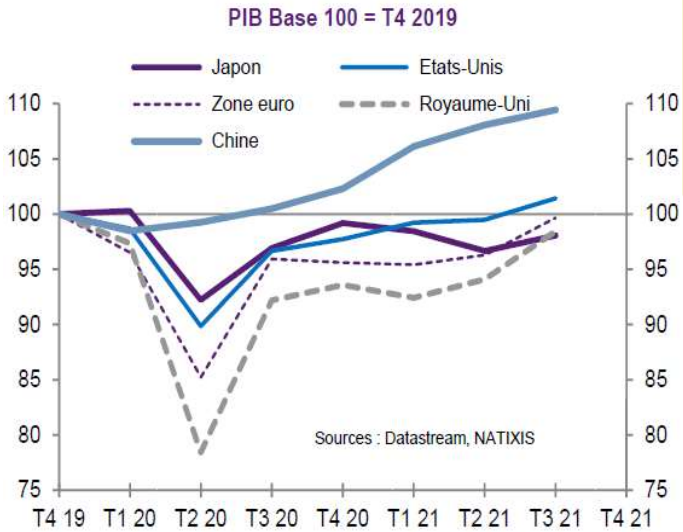
Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID-19 au T1 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique. Les plans de soutien budgétaire massifs ont largement contribué à atténuer les pertes de croissance.

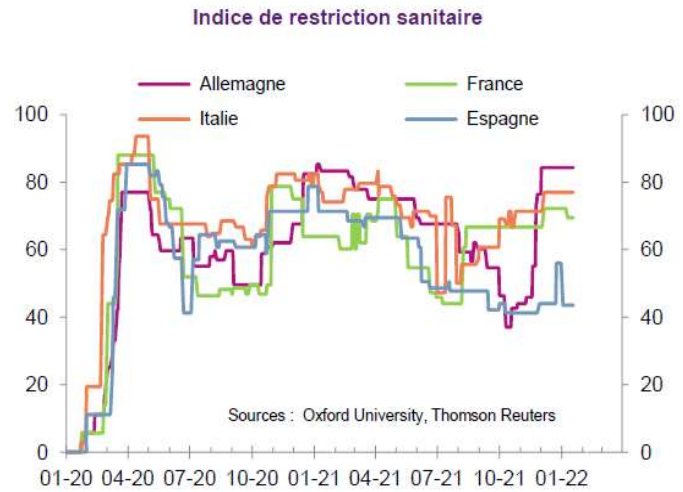
Les États-Unis, qui ont débuté très rapidement leur campagne de vaccination en 2021 et qui avaient, par ailleurs, pris des mesures moins restrictives que l'Europe (au prix d'une mortalité plus élevée), ont redémarré plus vite que le reste du monde. L'Europe, avec des plans de soutiens budgétaires plus hétérogènes (en fonction des capacités respectives des pays) et avec des règles sanitaires plus strictes, a peiné davantage à repartir. Enfin, la Chine a largement dépassé son niveau pré-pandémie même si son taux de croissance serait un peu plus faible que par le passé.

Se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise : d'une part, la remontée des prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation au second semestre, d'autre part, des pénuries de biens intermédiaires, limitant certaines productions industrielles. Enfin, une désorganisation des chaines logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, etc.).

D'après les prévisions actuelles, le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies d'ici le premier semestre 2022. Après -2,8 % en 2020, la croissance mondiale a rebondi à 5,9 % en 2021, puis ralentirait à 4,1 % en 2022.

En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,3 % (après -6,5 % en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à environ 4,3 %.





Environnement macro-économique

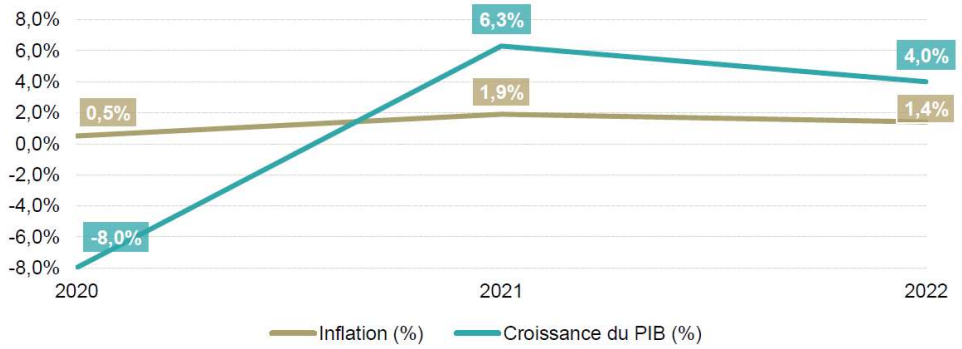
France : une inflation transitoire qui se prolonge

En 2020, la croissance française a baissé de 8%, alors que l'inflation était de 0,5%.

En 2021, d'après les prévisions de l'OCDE, le PIB devrait croitre de 6,3%, illustrant un effet 'rattrapage post confinement' avec une consommation accrue, un regain de confiance dans l'avenir grâce à l'amélioration de la situation sanitaire, un chômage en baisse, une reprise de la production des entreprises et l'amélioration de l'environnement économique. En 2022, le PIB français devrait augmenter de façon importante mais moins soutenue, à hauteur de 4%, revenant ainsi sur un niveau de croissance plus proche du potentiel de croissance réelle du pays, mais surfant tout de même sur les effets de la relance budgétaire du gouvernement et des autres relances mondiales. En revanche, face à la 5ème vague épidémique, la croissance pourrait être mise en péril. L'indice du climat des affaires de l'INSEE s'est replié de 3 points en décembre 2021, reflétant la baisse du moral des chefs d'entreprise dans un contexte d'incertitude. Pour l'instant, l'économie française semble bien résister.

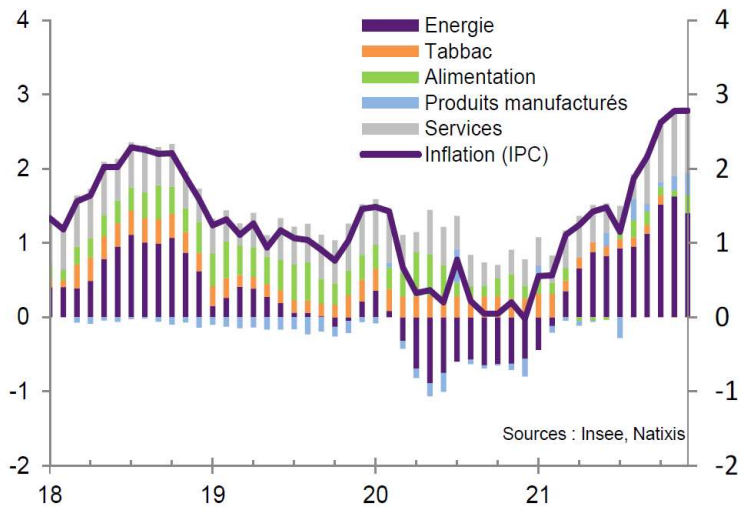
Du côté de l'inflation, après une croissance des prix de 0,5% en 2020, celle-ci devrait atteindre 1,9% en 2021 et 1,4% en 2022. Le chiffre assez élevé en 2021, soutenu par les différents éléments décrits plus haut dans la partie Inflation, devrait en effet baisser compte tenu du caractère conjoncturel des facteurs inflationnistes. L'aspect « temporaire » de l'inflation est le scénario privilégié par la Banque de France et la BCE qui pensent que les goulets d'étranglement dus à la reprise économique ne dureront pas.

Prévisions de croissance et d'inflation en France



Source : OCDE

Indice des prix à la consommation (GA en %) et ses composants (en ppt)



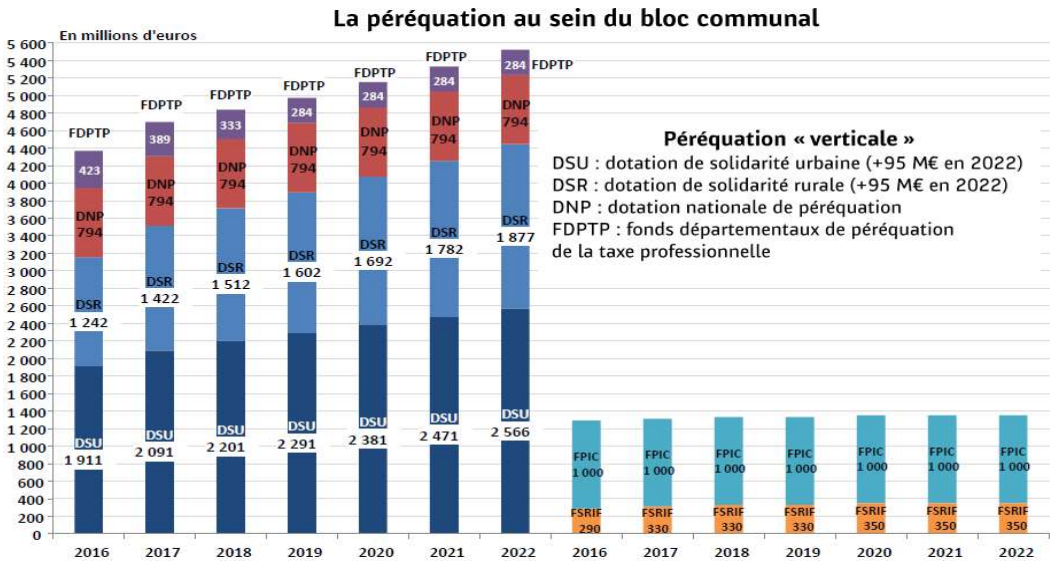
Environnement macro-économique

Loi de Finances 2022 – principales mesures relatives aux collectivités territoriales

Le cru 2022 de la loi de finances pour les collectivités est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022 : il s'agit donc d'un document de fin de cycle, contenant des ajustements sur les réformes fiscales et manquant également la continuité de plan de relance lié à la crise sanitaire. Nous sommes donc loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'État, …), et de l'incitation à la modération des dépenses de fonctionnement avec le dispositif de contractualisation (les contrats de Cahors ont été mis en suspens depuis 2020).

1. Entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA en 2022 pour les CT en régime de versement année n+1
(Rappel : le taux de 16,404% reste inchangé depuis le 01/01/2015)

2. Evolution des concours financiers de l'État
Stabilisation de la DGF 2022 : *de 26,758 Md€ en 2021 à 26,798 Md€ en 2022 (+0,15%)*
Hausse du soutien à l'investissement local : *DETR : 1 046 M€ - DSIL : 907 M€ (+336 M€ / 2021)*
Élargissement des modalités d'attribution de la dotation en faveur de la biodiversité
Hausse des dotations de péréquation verticale (DSU, DSR, DNP, …)



	2021		2022		Évolution 2022/2021
	Fraction déterminée	*Soit, en M€*	En M€	*Soit, en poids dans le total*	
Natura 2000	55%	*5,5*	14,8	*61%*	169,1%
Parc national	40%	*4,0*	4,0	*16%*	0,0%
Parc naturel marin	5%	*0,5*	0,5	*2%*	0,0%
Parc naturel régional	-	-	5,0	*21%*	-
TOTAL	100%	*10,0*	24,3	*100%*	143%

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – vue d'ensemble

Pour être pertinentes, la lecture financière et l'interprétation des chiffres présentés ci-dessous doivent respecter la nature des colonnes : de compte administratif à compte administratif et de budget à budget. Par ailleurs, les propositions budgétaires pour 2022 dans ce document ne préjugent pas des inscriptions qui seront proposées au vote au cours d'une prochaine séance du conseil municipal.

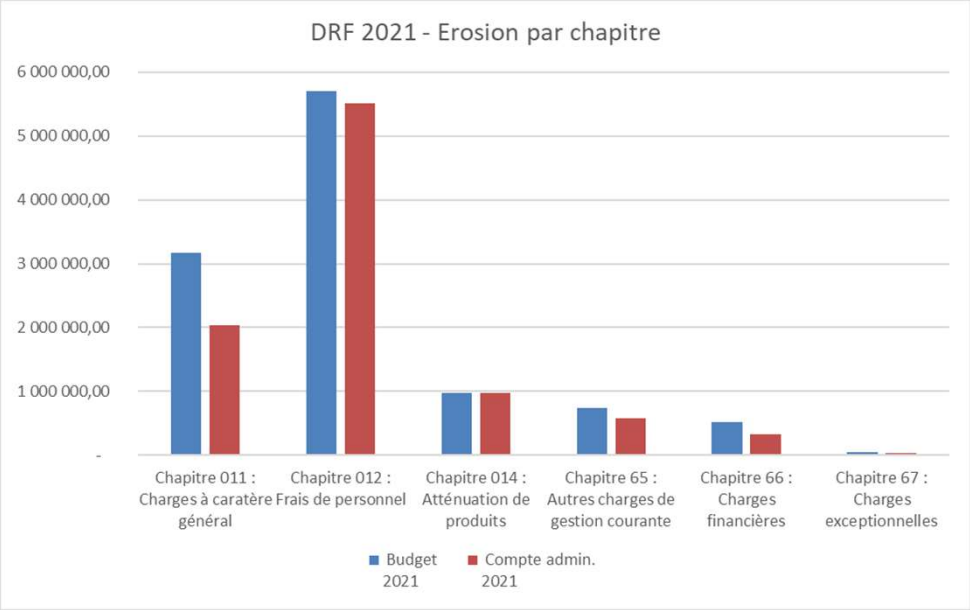
Attention, l'exercice 2020 n'est pas représentatif de l'activité des services communaux, l'année 2020 est marquée par de nombreux confinements et d'importantes restrictions liées à la crise sanitaire.

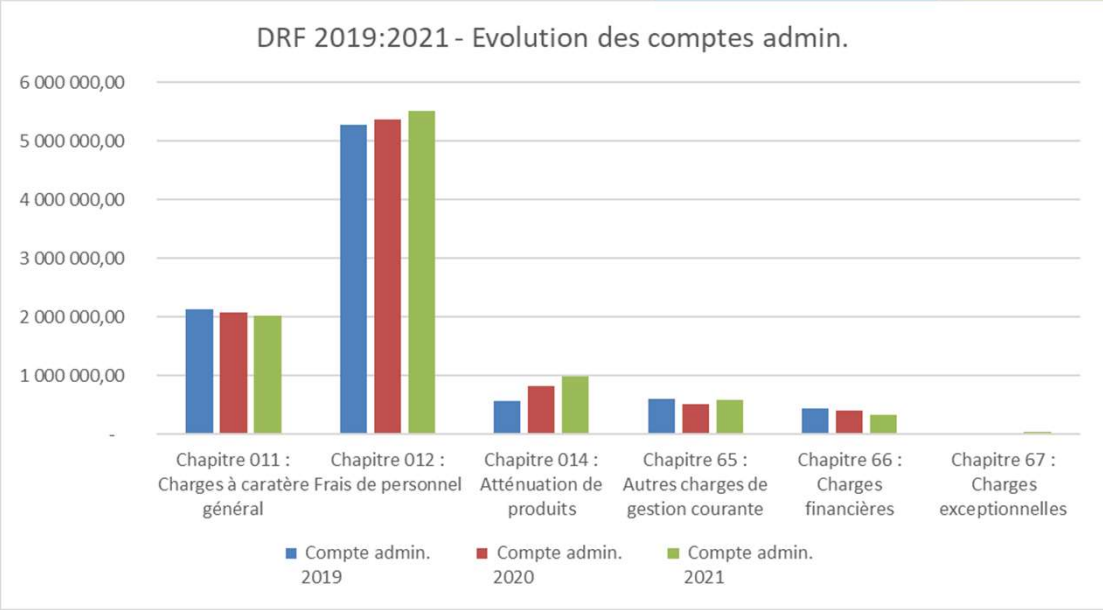
Section de fonctionnement	Compte admin. 2020	Budget 2021	Compte admin. 2021	% réal	Budget prévi. 2022
Dépenses réelles* de fonctionnement	**9 217 428,17**	**11 138 985,33**	**9 465 343,01**	-15,0%	**10 585 843,28**
Chapitre 011 : Charges à caratère général	2 083 599,77	3 166 123,65	2 028 580,37	-35,9%	2 531 055,28
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 368 007,37	5 703 481,00	5 510 167,19	-3,4%	5 895 690,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	817 825,93	978 795,68	978 795,68	0,0%	1 007 398,00
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	517 943,76	736 822,00	581 038,50	-21,1%	749 200,00
Chapitre 66 : Charges financières	399 476,68	513 263,00	329 540,58	-35,8%	361 500,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	30 574,66	40 500,00	37 220,69	-8,1%	41 000,00
Dépenses d'ordre section fonct.	**753 808,55**	**1 610 354,00**	**1 586 478,29**	-1,5%	**1 025 000,00**
Chapitre 023 : Vir. section d'invest.		**1 067 316,30**			**1 799 979,79**
TOTAL DÉPENSES	**9 971 236,72**	**13 816 655,63**	**11 051 821,30**	-20,0%	**13 410 823,07**

* *Dépenses réelles : donne lieu à une décaissement*

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – taux d'érosion 2021 et évolution des 3 derniers comptes admin.





Point N°1 : Maîtrise des charges à caractère général (CCG) :

- Dépenses d'entretien de bâtiment, 700 k€ prévus et non réalisés pour la remise en état de l'église communale,
- Annulation de manifestations culturelles et de festivités,
- Optimisation du FCTVA à N+1 : certaines dépenses prévues sur la section de fonctionnement 2021 étaient par leurs natures éligibles à la section d'investissement.

Les dépenses courantes pour le fonctionnement des services communaux reculent sur les 3 derniers exercices. Les nouvelles charges courantes liées à la crise sanitaire sont, sur ce chapitre, compensées par l'annulation de certaines festivités et des séjours du PIJ, ... Afin de maintenir cette maîtrise des CCG et d'anticiper la réintégration de ces dépenses annulées en 2021, il sera nécessaire de trouver de nouvelles marges de manœuvre financières sur ce chapitre.

Point N°2 : Croissance des frais de personnel

- Budget à compte administratif 2021 : délai de remplacement des postes de direction générale des services et de direction financière,

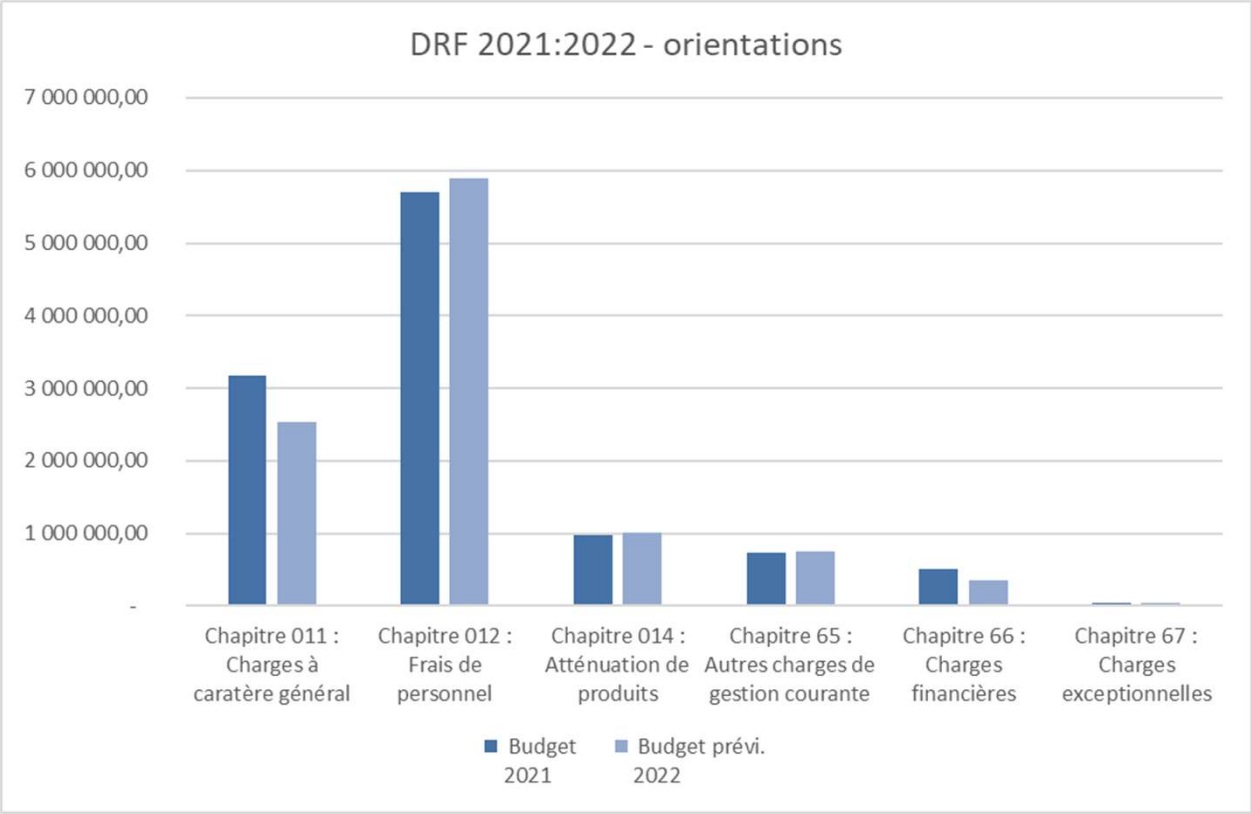
Sur les 3 derniers exercices, la masse salariale augmente annuellement de manière dynamique (Glissement Vieillesse-Technicité). Elle est également portée par l'impact de la crise sanitaire (renfort pour encadrement, remplacement des agents en ASA, ..) et la création du réseau France Services.

Point N°3 : Les atténuations de produits

Ce chapitre est composé des attributions de compensation (AC) versées à l'EPCI de rattachement : Perpignan Méditerranée Métropole et du prélèvement obligatoire au titre de l'article 55 de la loi SRU au profit de l'État. Sur l'annexe 1, il est constaté une hausse importante des AC entre 2019 et 2020 provenant d'un allègement exceptionnel et non pérenne de la dépense en 2019.

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – budget 2021 / propositions 2022



Chapitre 011 : -640 k€ (Budget21/Propo22)

- Inscription 2022 des dépenses de remise en état de l'église communale en section d'investissement (sur conseil du TPG), soit une minoration de 700 k€ par rapport à 2021.
- Une importante hausse des prix pour la fourniture en électricité est à prévoir sur 2022.
- Augmentation significative des primes d'assurances 2022 (état de sinistralité et zone PPRI défavorables)

Chapitre 012 : +192 k€ (Budget21/Propo22)

- Impact du reclassement indiciaire des catégories C.
- Compensations et primes spécifiques aux agents contractuels à durée déterminée.
- Avancement de grade et d'échelon.

Chapitre 014 : +30 k€ (Budget21/Propo22)

- Attribution de Compensation annuelle suppl. PMM : annuité d'emprunt PPI voirie

Chapitre 65 : +12 k€

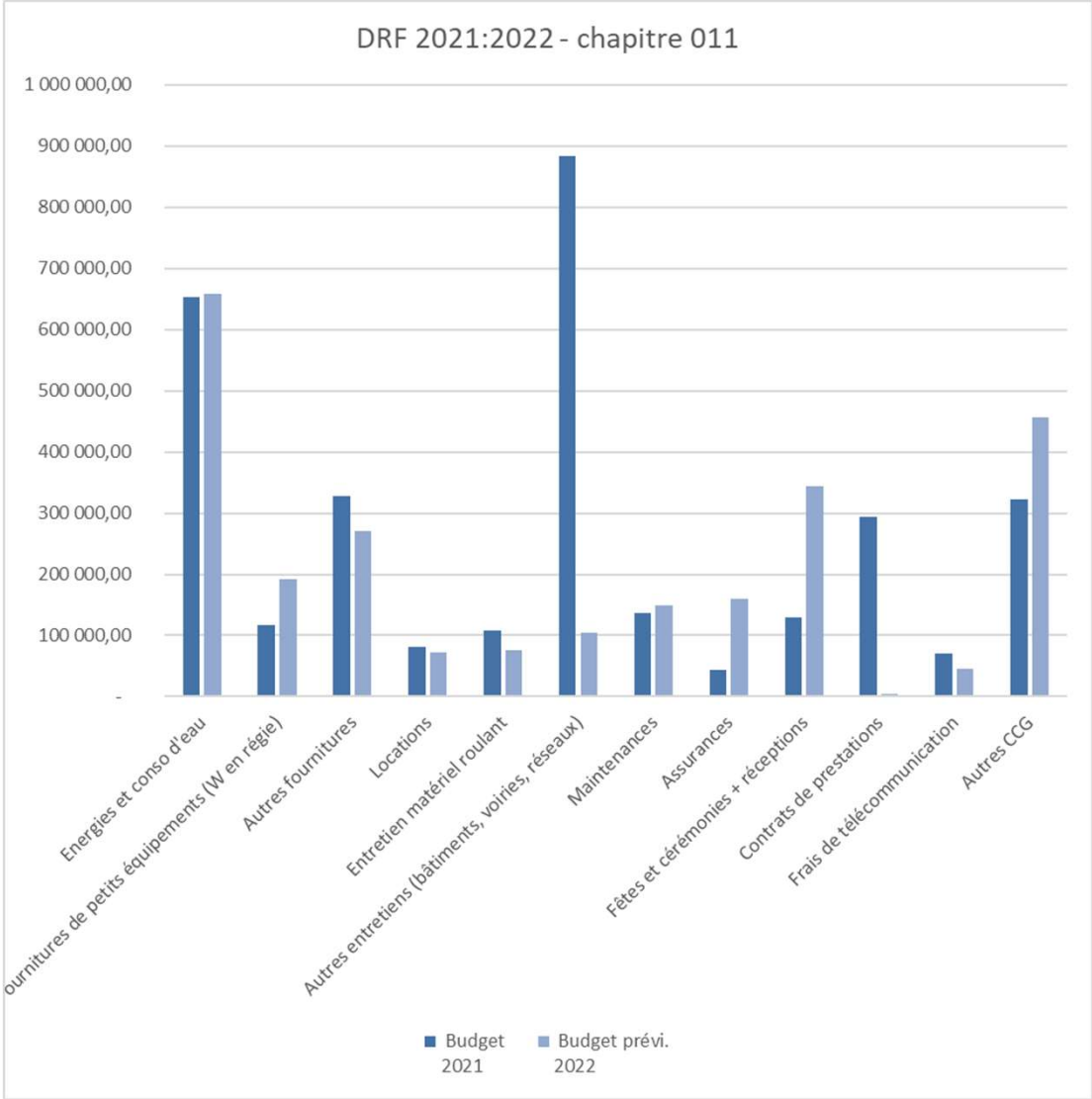
- Minoration de la participation de fonctionnement CCAS
- Créances éteintes (régularisations à la demande du TPG)

Chapitre 66 : -152 k€

- Déstockage de dette et minoration mécanique de la part des intérêts dans l'annuité d'emprunt

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – zoom sur les charges à caractère général budget 2021 / propositions 2022



Chapitre 011 (charges à caractère général – CCG)

Le détail des chiffres est présenté en annexe 1. Les évolutions CA/CA, BP/BP ou CA/BP tiennent compte d'un changement du mode de comptabilisation entre 2021 et 2022 : les dépenses de fournitures imputées aux comptes 61 en 2021 basculent au compte 60632 en 2022. Cette méthode comptable permet une optimisation des dépenses de travaux en régie (valorisation patrimoniale) et de celles éligibles au FCTVA en fonctionnement.*

- Une hausse importante des prix de fourniture en électricité est à prévoir sur 2022 (crise énergétique inédite en cours).
- Augmentation des primes d'assurances 2022 portée par un état de sinistralité désavantageux (incendie de l'église) et par un désengagement des compagnies d'assurances pour les collectivités en PPRI défavorable.
- Les charges relatives aux manifestations culturelles et aux festivités sont stables entre le budget 2021 et les propositions 2022. En revanche, elles ont été prévues en 2021 dans la catégorie 'Contrats de prestations' et seront basculées dans la catégorie libellée 'fêtes, cérémonies et réceptions' en 2022.
- Les prévisions 2021 des 'Contrats de prestations' prévoyaient également des dépenses des sorties scolaires, celles du PIJ et du service périscolaire. Dès 2022, elles seront basculées dans la catégorie 'Autres CCG'.

À périmètre constant (hors travaux église), le chapitre 011 évolue de +2,6% de budget à budget, soit de 2 466 000 € à 2 531 000 €.

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – les opérations d'ordre

Définition

Lors de l'exécution budgétaire, la collectivité effectue des opérations réelle ou des opérations d'ordre. Les opérations d'ordre budgétaires se caractérisent par le fait qu'elles concernent toujours à la fois une opération de dépense obligatoire et une opération de recette budgétaire pour un montant identique. Elles n'ont pas de conséquence sur la trésorerie de la commune ; il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements.

Ces opérations sont retracées dans les documents budgétaires (budget et compte administratif). Elles apparaissent en recettes et en dépenses dans chacune des sections et doivent être équilibrées entre elles.

Pour Saint-Laurent de la Salanque

Les opérations d'ordre en dépenses de fonctionnement (chapitre 042) / recettes d'investissement (chapitre 040) se décompose telles que :

- Les amortissements des immobilisations,
- Les produits des cessions,
- Les provisions pour dépréciation des actifs circulants (= créances douteuses – provision budgétaire uniquement),
- Les amortissements des charges financières à répartir sur plusieurs exercices (= amortissement des indemnités de remboursement anticipé du prêt structuré de 2015).

Concernant ce dernier point, il est à noter que le compte administratif 2020 ne comprend pas d'amortissement des charges financières (600 k€ par an), le montant a donc été doublé au compte administratif 2021 pour atteindre 1 200 k€ et devra faire l'objet d'une inscription de 600 k€ au budget 2022.

Les opérations d'ordre en recettes de fonctionnement (chapitre 042) / dépenses d'investissement (chapitre 040) sont les suivantes :

- Les travaux en régie,
- L'amortissement des subventions (perçues au titre des équipements amortissables uniquement).

Situation financière et orientations budgétaires

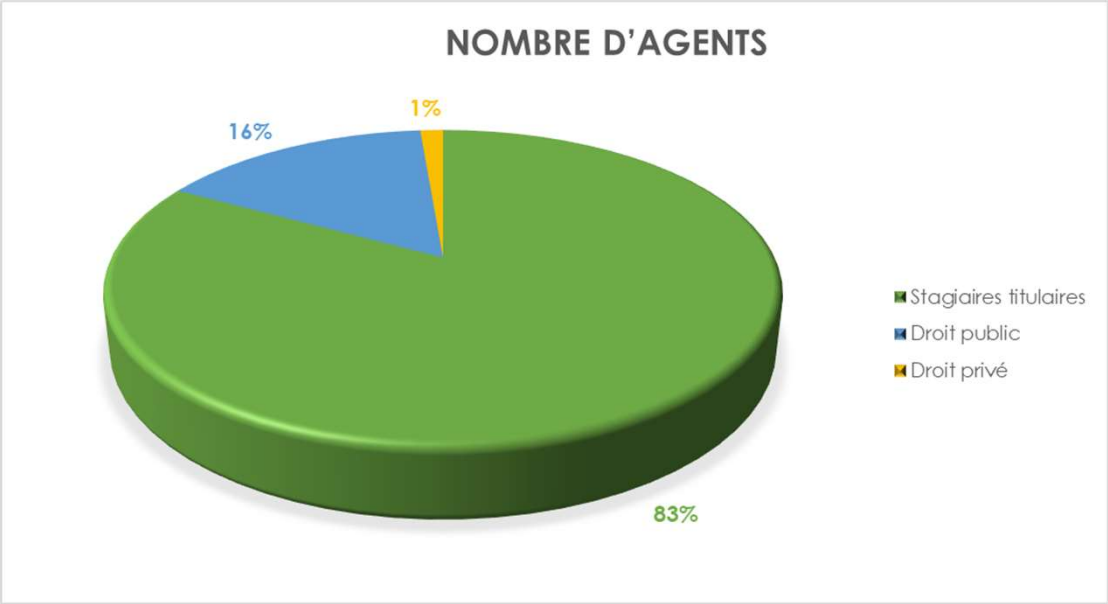
Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Dans les communes de plus de 10.000 habitants, le rapport prévu au 3ème alinéa de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales comporte, au titre de l'exercice en cours ou, le cas échéant, du dernier exercice connu les informations relatives :

- À la structure des effectifs,
- Aux dépenses de personnel,
- A la durée effective du travail,
- Aux avantages en nature : 2 agents de catégorie C bénéficient d'un avantage en nature. Ces agents sont logés par nécessité absolue de service dans le cadre de leurs missions de gardiennage de bâtiments communaux. Ils réalisent en outre des fonctions d'entretien de ces locaux et en assurent leur ouverture et fermeture au public.

Au 31 décembre 2021, la commune compte 153 agents (138,04 ETP) répartis de la manière suivante :

Types de contrat	Nombre d'agents
Stagiaires titulaires	127
Droit public	24
Droit privé	2

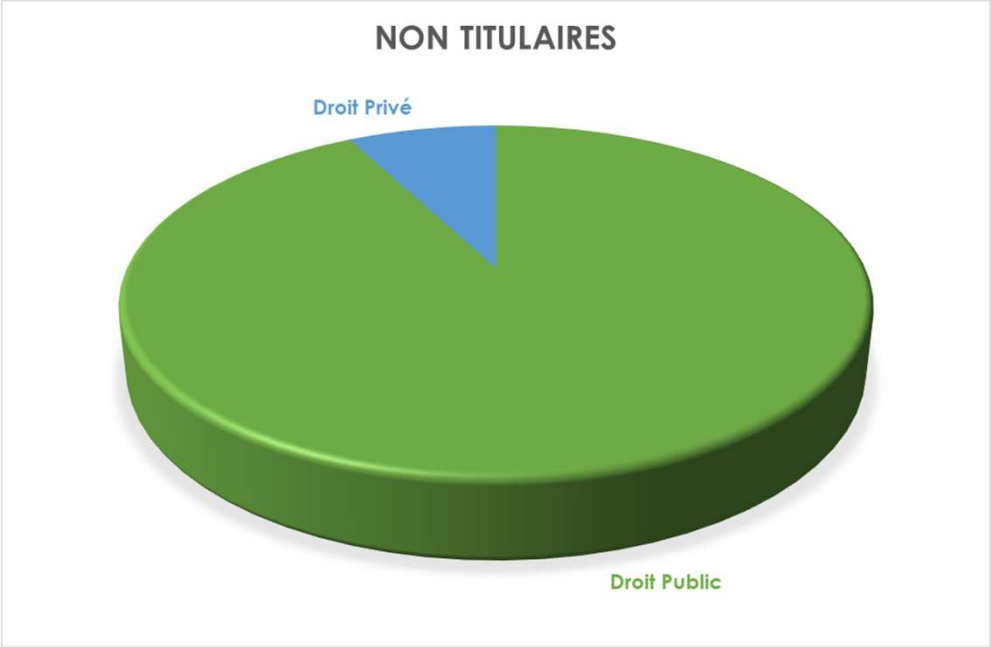


Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

127 stagiaires et titulaires répartis comme suit :

Catégories	Nombre d'agents
A	3
B	13
C	111



Au 31 décembre 2021 : 6 agents stagiaires de catégorie C, 5 femmes, 1 homme.

23 agents non titulaires :

Types de contrat	Nombre d'agents
Droit public	24
Droit privé	2

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

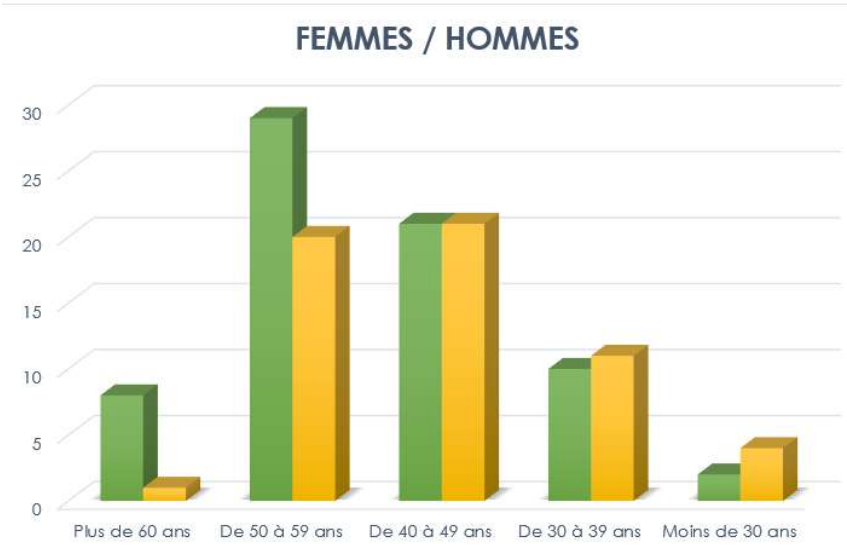
Moyenne d'âge : La moyenne d'âge du personnel stagiaire et titulaire s'élève à 47,24 ans (moyenne nationale : 44,9 en 2018 – source Ministère de l'Action et des Comptes Publics).

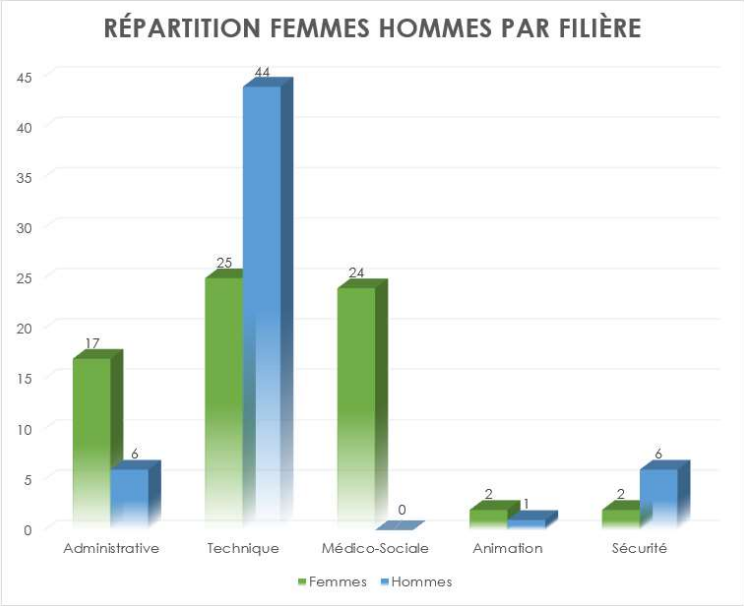
Au 31 décembre 2021 : personnel stagiaire et titulaire

Tranches d'âges	Femmes	%	Hommes	%
Plus de 60 ans	8	11,43 %	1	1,75 %
De 50 à 59 ans	29	41,44 %	20	35,09 %
De 40 à 49 ans	21	30 %	21	36,84 %
De 30 à 39 ans	10	14,28 %	11	19,30 %
Moins de 30 ans	2	2,85 %	4	7,02 %
Total	**70**	***Part des femmes* 55,12 %**	**57**	***Part des hommes* 44,88 %**

La part des femmes prédomine dans les filières administratives et sociales. La filière animation est composée d'un effectif de 1 homme et de 2 femmes. Les hommes, quant à eux, sont majoritaires dans la filière technique. La filière sécurité s'est dotée de 2 agents féminins en 2021.

Filière	Femmes	Hommes
Administrative	17	6
Technique	25	44
Médico-Sociale	24	0
Animation	2	1
Sécurité	2	6





Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – zoom sur les frais de personnel

Durée de travail : Au 1er janvier 2002, la durée de travail du personnel communal, à temps complet, a été fixée à 1.600 heures, conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 20 décembre 2001, relative au Protocole d'Accord sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail. Ce protocole a été actualisé, à compter du 1er août 2018, afin de tenir compte des modifications légales en vigueur et a porté la durée effective du temps de travail à 1.607 heures annuelles.

Aucun congé supplémentaire de type « Jour du Maire » ou ponts, n'est accordé au personnel communal.

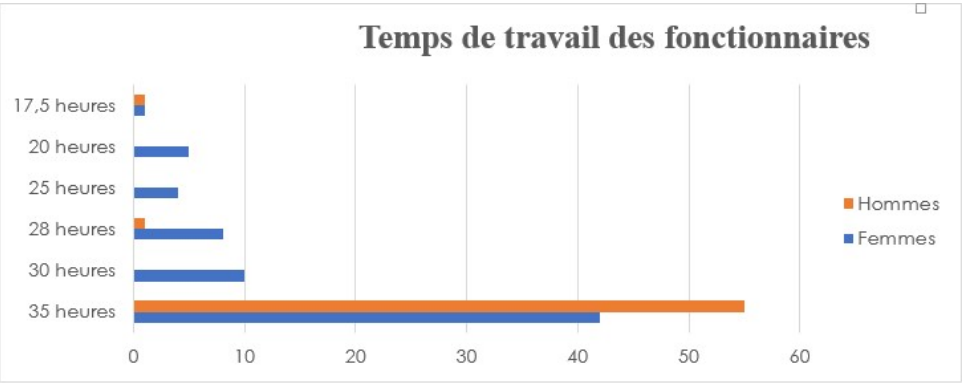
Le temps de travail des agents est contrôlé par un système de gestion automatique, de type badgeuse.

Temps de travail des fonctionnaires : La part des agents, recrutés à temps complet, représente 73,60 % de l'effectif global du personnel titulaire et stagiaire.

2 agents féminins, de catégorie C, bénéficient d'un travail à temps partiel (80% et 60%).

33 agents bénéficient d'un travail à temps non complet s'élevant de 17,30 heures à 30 heures hebdomadaires, soit 26,40 % de l'effectif. Seulement 2 hommes sont positionnés sur un travail à temps non complet (28 heures et 17,5 heures).

Temps de travail des fonctionnaires	Femmes	Hommes
35 heures	42	55
30 heures	10	0
28 heures	8	1
25 heures	4	0
20 heures	5	0
17,5 heures	1	1



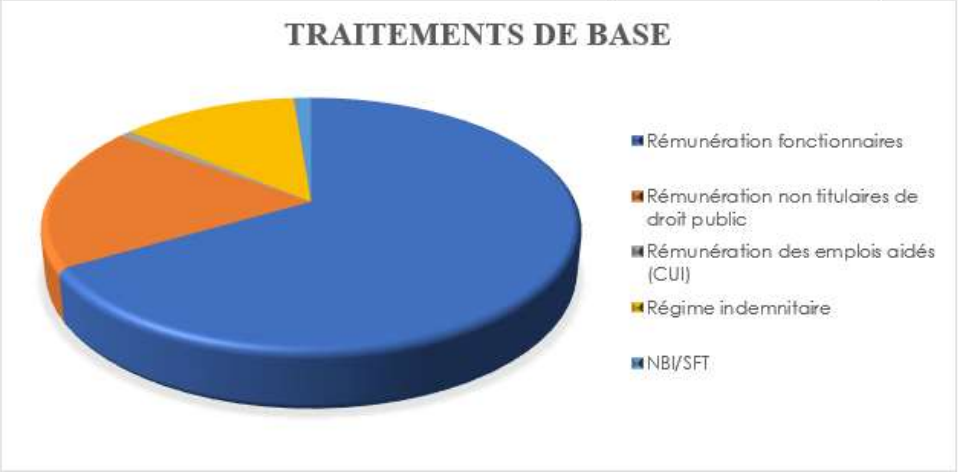
Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

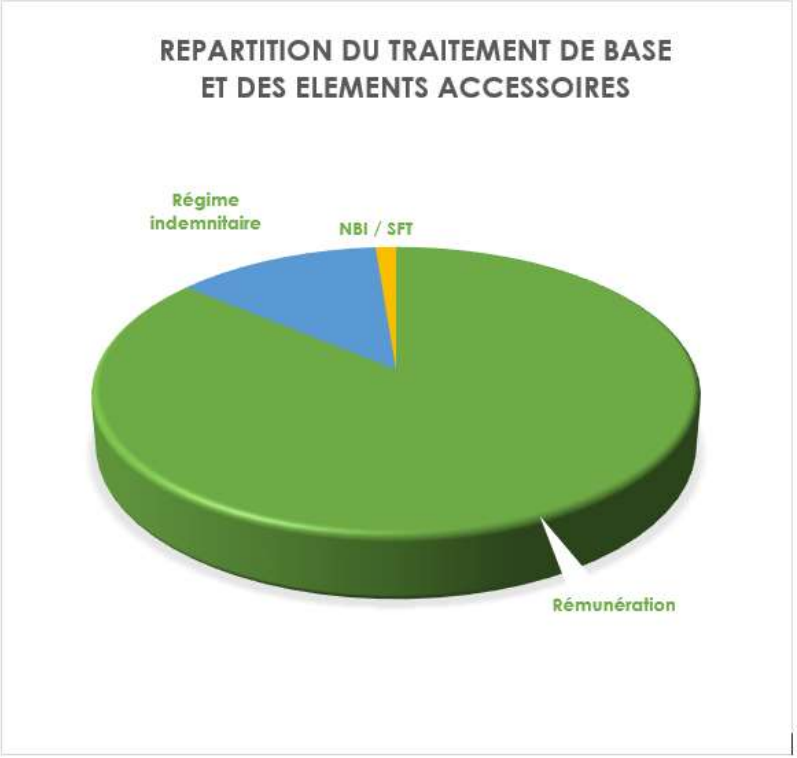
Rémunération : La masse salariale, au titre de l'année 2021, s'élève à 5.510.167,19 €, tous statuts confondus.

La répartition des traitements, hors charges patronales, s'effectue comme suit

OBJET	MONTANT
Rémunération fonctionnaires	2 525 852,91 €
Rémunération des non titulaires de droit public	703 234,55 €
Rémunération des emplois aidés (CUI)	32 996,62 €
Régime indemnitaire (heures supplémentaires comprises)	480 256,53 €
NBI/SFT	47 461,50 €



Part des éléments composant les salaires	Montant
Rémunération tous statuts	3 262 084,08 €
Régime indemnitaire	480 256,53 €
NBI SFT	47 461,50 €



Pour rappel : La Nouvelle Bonification Indiciaire ainsi que le Supplément Familial de Traitement (NBI et SFT) sont des éléments qui sont versés obligatoirement aux agents de droit public remplissant les conditions de leur obtention.

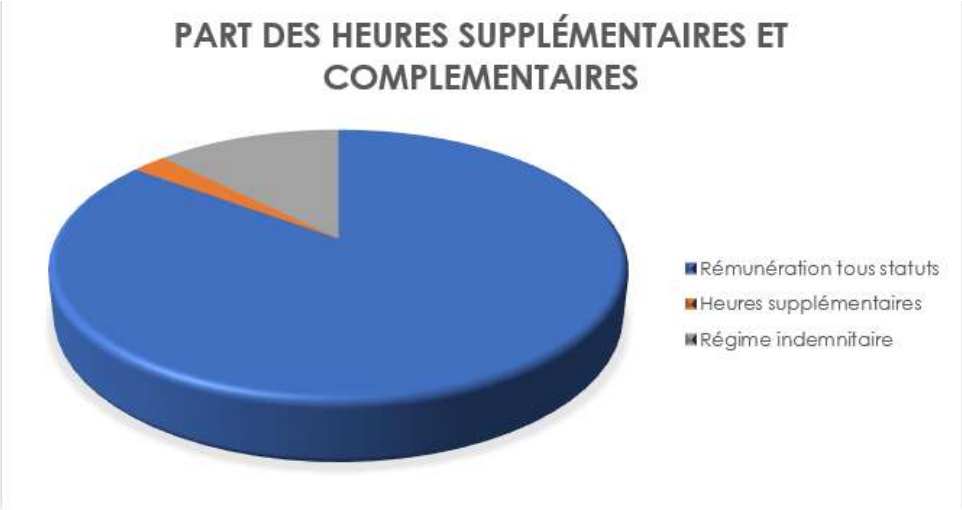
Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Heures supplémentaires et complémentaires : A Saint-Laurent-de-la Salanque, le pourcentage du régime indemnitaire, heures supplémentaires et complémentaires comprises, représente 14,72 % de la rémunération brute versée aux agents (11,98 % hors heures supplémentaires et complémentaires).
L'estimation moyenne nationale du régime indemnitaire versé aux agents des collectivités territoriales s'élève à environ 24,2 % - rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2020.

Hormis pour les agents de droit privé, les heures supplémentaires sont une composante du régime indemnitaire.
Pour l'année 2021, elles s'élèvent à 89.168,49 € (dont 18.962,30 € au titre des heures complémentaires), pour 4.534,65 heures effectuées.
Elles sont versées aux agents réalisant des travaux supplémentaires, au-delà de leur temps de travail hebdomadaire, à la demande du supérieur hiérarchique.
Elles représentent 2,73 % de la rémunération totale versée aux agents et 18,57 % du régime indemnitaire.

Part des heures supplémentaires	Montant
Rémunération tous statuts	3 262 084,08 €
Régime indemnitaire	480 256,53 €
Dont part des heures supplémentaires et complémentaires	*89 168,49 €*



Situation financière et orientations budgétaires

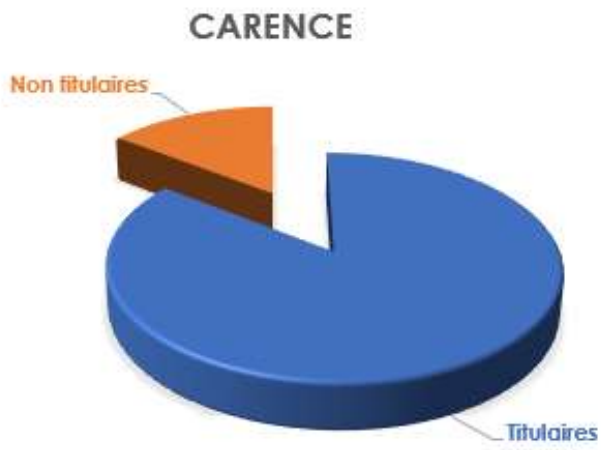
Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Jour de carence : Depuis le 1er janvier 2018, l'article 115 de la loi de finances 2018, a rétabli le jour de carence pour les agents de la fonction publique.

L'ensemble des fonctionnaires stagiaires et titulaires, ainsi que les contractuels de droit public, est concerné par cette mesure.
Le traitement de base, le régime indemnitaire et la NBI sont suspendus durant 1 jour, selon la règle du trentième (1 jour de carence = 1/30ème retenu).
Le supplément familial de traitement, lié à la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants, est versé dans sa totalité.
En 2021, la crise sanitaire a entraîné la suspension temporaire de l'application du jour de carence, uniquement pour les arrêts maladies liés à l'épidémie de Covid-19.
Malgré cette suspension, en 2021, 53 agents ont été impactés par le jour de carence dont 44 agents titulaires ainsi que 9 agents non titulaires de droit public bénéficiant d'un contrat dont l'ancienneté entraîne un maintien du salaire en cas de maladie.

Ainsi, le montant des sommes prélevées s'élève à 5.341,08 €

- **4.495,01 €** pour les titulaires
  846,07 € pour les non titulaires



Situation financière et orientations budgétaires

Recettes de fonctionnement – vue d'ensemble

Rappel : la lecture financière et l'interprétation des chiffres présentés ci-dessous doivent respecter la nature des colonnes : de compte administratif à compte administratif et de budget à budget. Par ailleurs, les propositions budgétaires pour 2022 dans ce document ne préjugent pas des inscriptions qui seront proposées au vote au cours d'une prochaine séance du conseil municipal.

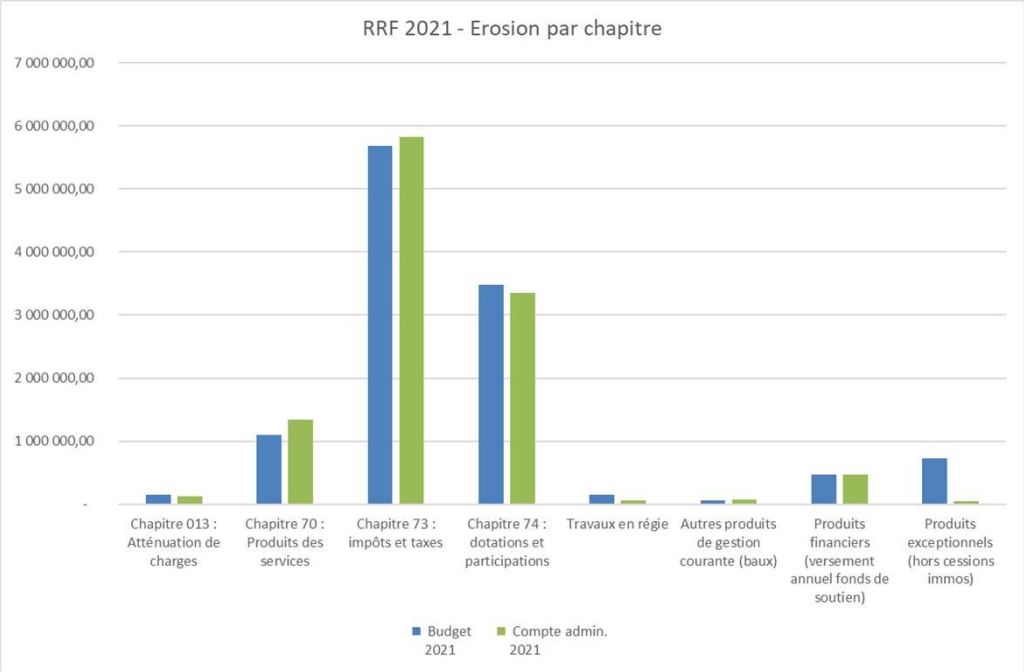
Attention, l'exercice 2020 n'est pas représentatif de l'activité des services communaux, l'année 2020 est marquée par de nombreux confinements et d'importantes restrictions liées à la crise sanitaire

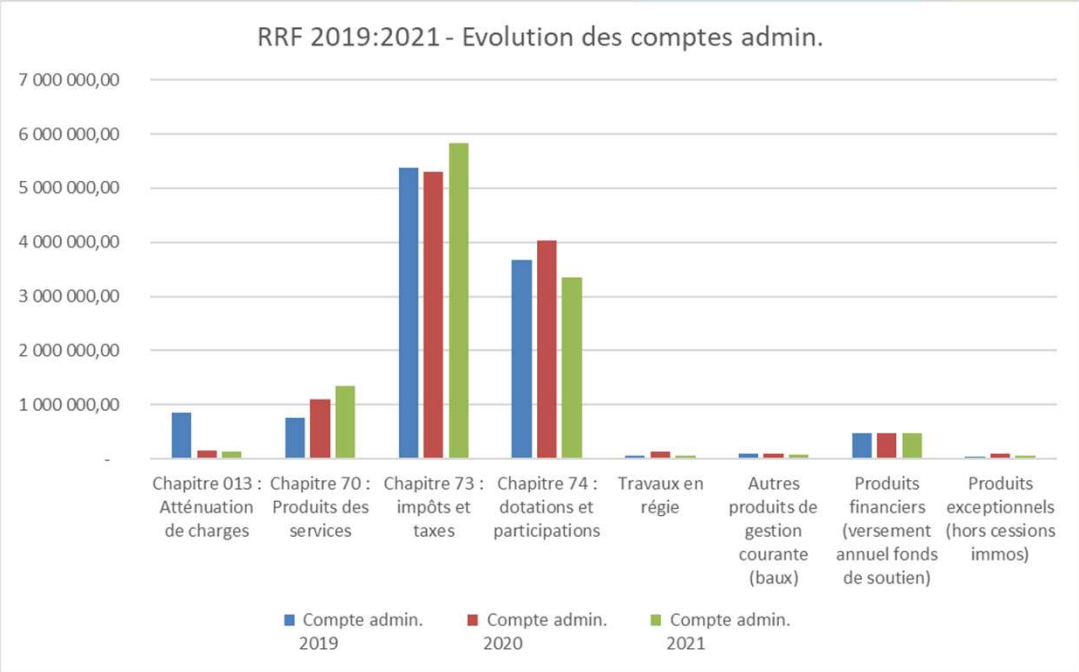
Section de fonctionnement	Compte admin. 2020	Budget 2021	Compte admin. 2021	% réal	Budget prévi. 2022
Recettes réelles* de fonctionnement	**11 356 422,53**	**11 839 089,66**	**11 308 736,97**	*-4,5%*	**12 098 051,62**
Chapitre 013 : Atténuation de charges	153 741,00	151 100,00	130 451,54	*-13,7%*	130 000,00
Chapitre 70 : Produits des services	1 092 685,60	1 103 178,56	1 347 696,49	*22,2%*	1 151 800,00
Chapitre 73 : impôts et taxes	5 300 073,73	5 685 811,00	5 828 179,52	*2,5%*	5 862 273,46
Chapitre 74 : dotations et participations	4 023 855,12	3 480 740,10	3 349 699,68	*-3,8%*	3 471 951,00
Travaux en régie	131 853,29	150 000,00	58 602,67	*-60,9%*	100 000,00
Autres produits de gestion courante (baux)	90 321,16	67 544,00	74 501,72	*10,3%*	61 269,00
Produits financiers (versement annuel fonds de soutien)	471 211,11	471 210,00	471 208,05	*0,0%*	471 208,16
Produits exceptionnels (hors cessions immos)	92 681,52	729 506,00	48 397,30	*-93,4%*	849 550,00
Recettes d'ordre section fonct. (hors trav.régie	**-**	**25 882,00**	**-**		**26 000,00**
002 : excédent de fonctionnement reporté	**-**	**1 951 683,97**	**-**		**1 286 771,45**
TOTAL RECETTES	**11 356 422,53**	**13 816 655,63**	**11 308 736,97**	*-18,2%*	**13 410 823,07**

* *Recettes réelles : donne lieu à une encaissement*

Situation financière et orientations budgétaires

Recettes de fonctionnement – taux d'érosion et évolution des 3 derniers comptes admin.





Point N°4 : les recettes supplémentaires du chapitre 70 (produits des services) proviennent de :

- la convention de gestion voirie (1 régularisation 1 mois année antérieure),
- Participations familiales > aux prévisions,
- Loyers des antennes : rattrapage des redevances non titrés sur exercices clos.

Point N°5 : au chapitre 73, la commune bénéficie d'un exceptionnel retour sur la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe sur les aliénations du territoire communal : 1,2% des transactions, soit 536 k€ en 2021 pour un moyenne 2016-2020 de 380 k€.

Point N°6 : au chapitre 74, une diminution de -14% est constatée sur les participations CAF + MSA, conséquence de la baisse de fréquentation des structures d'accueil en 2020, compensée par une aide exceptionnelle enregistrée sur l'exercice 2020, au lieu de 2021, pour 98 k€.

Point N°7 : le niveau des travaux en régie est contraint par l'utilisation des comptes 61* pour les achats de fourniture en 2021, non éligibles aux travaux en régie. De plus, le montant des travaux en régie 2020 (131 k€) comprenait des régularisations 2019.

Point N°8 : l'inscription budgétaire 2021 des produits exceptionnels comprend l'indemnisation de l'église par la compagnie d'assurance, non réalisée.

Point N°9 : transfert de recettes 2019 au chapitre 013 vers les chapitres 70 et 74 (= changement de méthode comptable)

Point N°10 : forte croissance des produits de services par le transfert depuis le chapitre 013 entre 2019 et 2020, puis par la reprise de l'activité et la fréquentation des structures d'accueil (crèche, PIJ, périscolaire, …) entre 2020 et 2021.

Point N°11 : concernant les impôts et taxes perçus (chapitre 73). Un léger fléchissement est constaté en 2020, lié aux baisses des droits de places du marché de détail (confinements) et des droits de mutations (% des aliénations). La croissance 2021 est liée au transfert des compensations d'exonération TH (du chapitre 74 vers le 73).

Point n°12 : augmentation des recettes en 2020 (aide exceptionnelle CAF) et réduction en 2021 par transfert vers le chapitre 73 des compensations d'exonération TH

Situation financière et orientations budgétaires

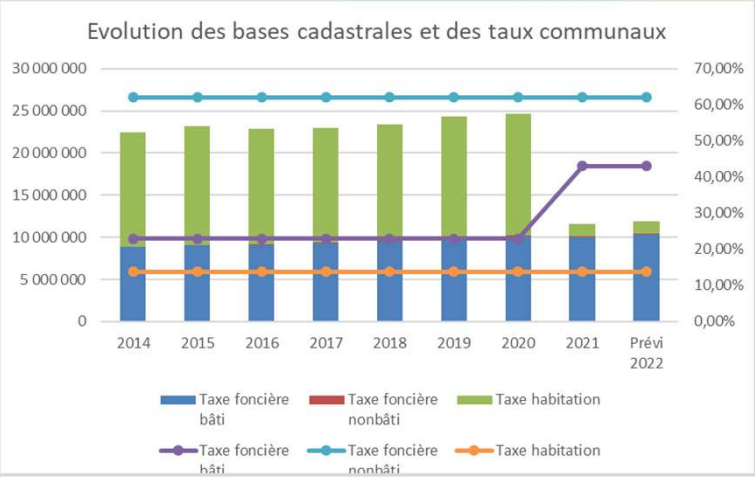
Recettes de fonctionnement – zoom sur la fiscalité, évolution des bases prévisionnelles et du produit à taux constants

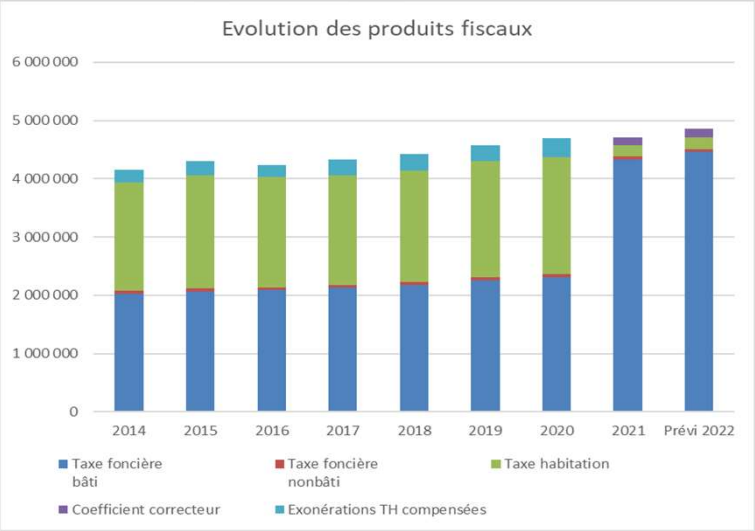
Attention : l'état fiscal 1259 de 2022 n'a pas été transmis par la DGFiP (au 21 février 2022 – données ci-dessous transmises par le service FDL de la DDFiP)

Bases cadastrales nettes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%	Prévi 2022
Taxe foncière bâti	8 832 809	9 027 993	9 107 720	9 281 651	9 494 079	9 846 251	10 098 545	10 056 589	*3,1%*	10 367 000
Taxe foncière nonbâti	77 133	76 789	79 426	79 970	80 066	77 909	78 418	78 089	*2,8%*	80 300
Taxe habitation	13 492 220	14 034 021	13 651 991	13 643 108	13 835 714	14 396 999	14 481 828	1 412 181	*3,4%*	1 460 195

Taux communaux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%	Prévi 2022
Taxe foncière bâti	22,94%	22,94%	22,94%	22,94%	22,94%	22,94%	22,94%	43,04%	*0,0%*	43,04%
Taxe foncière nonbâti	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	*0,0%*	62,04%
Taxe habitation	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	*0,0%*	13,82%

Produits fiscaux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%	Prévi 2022
Taxe foncière bâti	2 026 246	2 071 022	2 089 311	2 129 211	2 177 942	2 258 730	2 316 606	4 330 151	*3,0%*	4 461 957
Taxe foncière nonbâti	47 853	47 640	49 276	49 613	49 673	48 335	48 651	48 446	*2,8%*	49 818
Taxe habitation	1 864 625	1 939 502	1 886 705	1 885 478	1 912 096	1 989 665	2 001 389	195 163	*3,4%*	201 799
Coefficient correcteur								138 768	*0,0%*	138 768
xonérations TH compensées	216 036	243 495	205 973	270 338	283 883	273 963	326 977	0		0
TOTAL produits	**4 154 760**	**4 301 659**	**4 231 265**	**4 334 640**	**4 423 594**	**4 570 693**	**4 693 623**	**4 712 528**	***3,0%***	**4 852 342**





L'accroissement des bases cadastrales est calculé par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) en fonction de -1- la variation de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (I.P.C.H.), dite évolution dynamique des bases fiscales, et -2- selon le niveau d'urbanisation, c'est l'évolution mécanique.

La réforme de suppression de la taxe d'habitation en 2021 a entrainé un transfert du taux départemental (20,1% dans les PO) au profit de la commune.

En 2022, à taux constant, le produit fiscal 2022 passe de 4 712 k€ à 4 852 k€ (+140 k€).

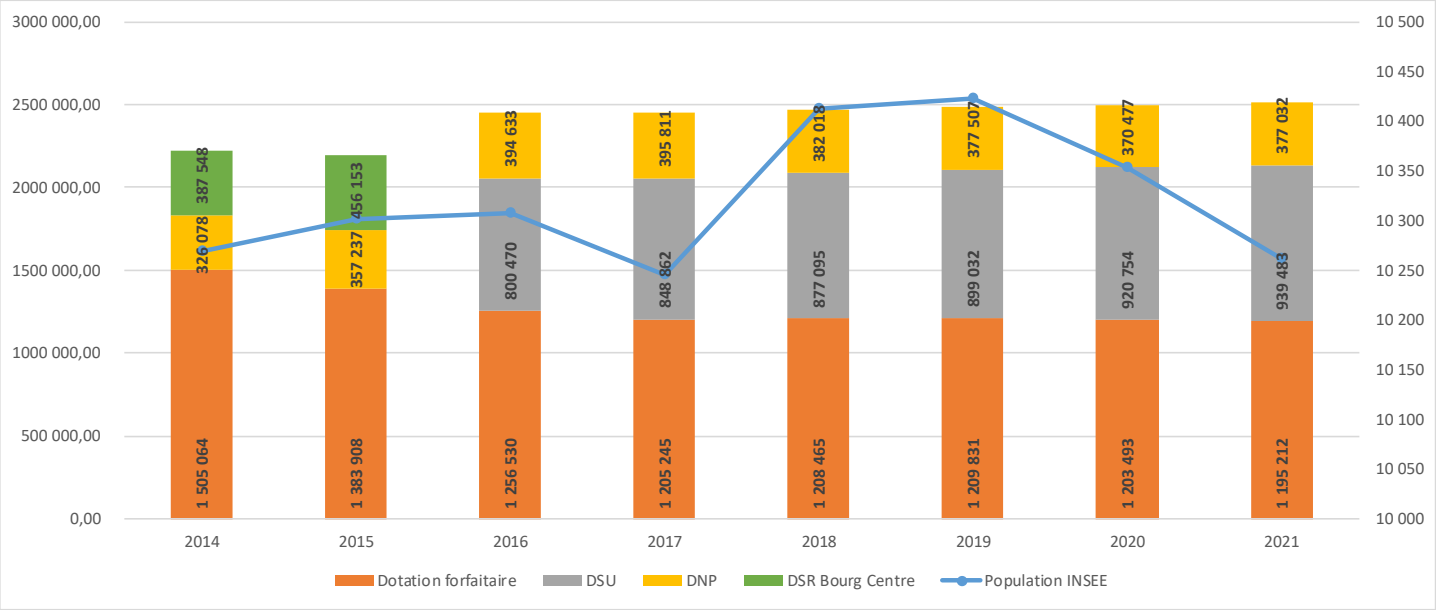
Situation financière et orientations budgétaires

Recettes de fonctionnement – Concours financiers de l'État

Attention : la notification des dotations de 2022 n'a pas été transmis par la Direction Générale des Collectivités Locales (au 21 février 2022)
Hypothèse pour 2022 : concours financiers de l'État constants

Décomposition DGF - Évolution population INSEE

Concours	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation forfaitaire	*1 505 064,00*	*1 383 908,00*	*1 256 530,00*	*1 205 245,00*	*1 208 465,00*	*1 209 831,00*	*1 203 493,00*	*1 195 212,00*
DSR Bourg Centre	*387 548,00*	*456 153,00*						
DSU			*800 470,00*	*848 862,00*	*877 095,00*	*899 032,00*	*920 754,00*	*939 483,00*
DNP	*326 078,00*	*357 237,00*	*394 633,00*	*395 811,00*	*382 018,00*	*377 507,00*	*370 477,00*	*377 032,00*
TOTAL	**2 218 690,00**	**2 197 298,00**	**2 451 633,00**	**2 449 918,00**	**2 467 578,00**	**2 486 370,00**	**2 494 724,00**	**2 511 727,00**
Population INSEE	10 269	10 301	10 308	10 246	10 413	10 422	10 353	10 261



Les concours financiers de l'État au profit de la commune sont au nombre de trois :

- La dotation forfaitaire
(selon profil de population, km de voiries, …)
- La dotation de solidarité urbaine
(selon potentiel financier, logt LLS, …)
- La dotation nationale de péréquation
(selon potentiels financier et fiscal)

La réforme de diminution de la DGF au profit des CT pour la participation à la réduction du déficit public s'est traduite par une réduction significative de la dotation forfaitaire entre 2014 et 2017.

Cette baisse de recettes a été compensée par l'éligibilité de la commune à la DSU (par remplacement de la DSR) en 2016.

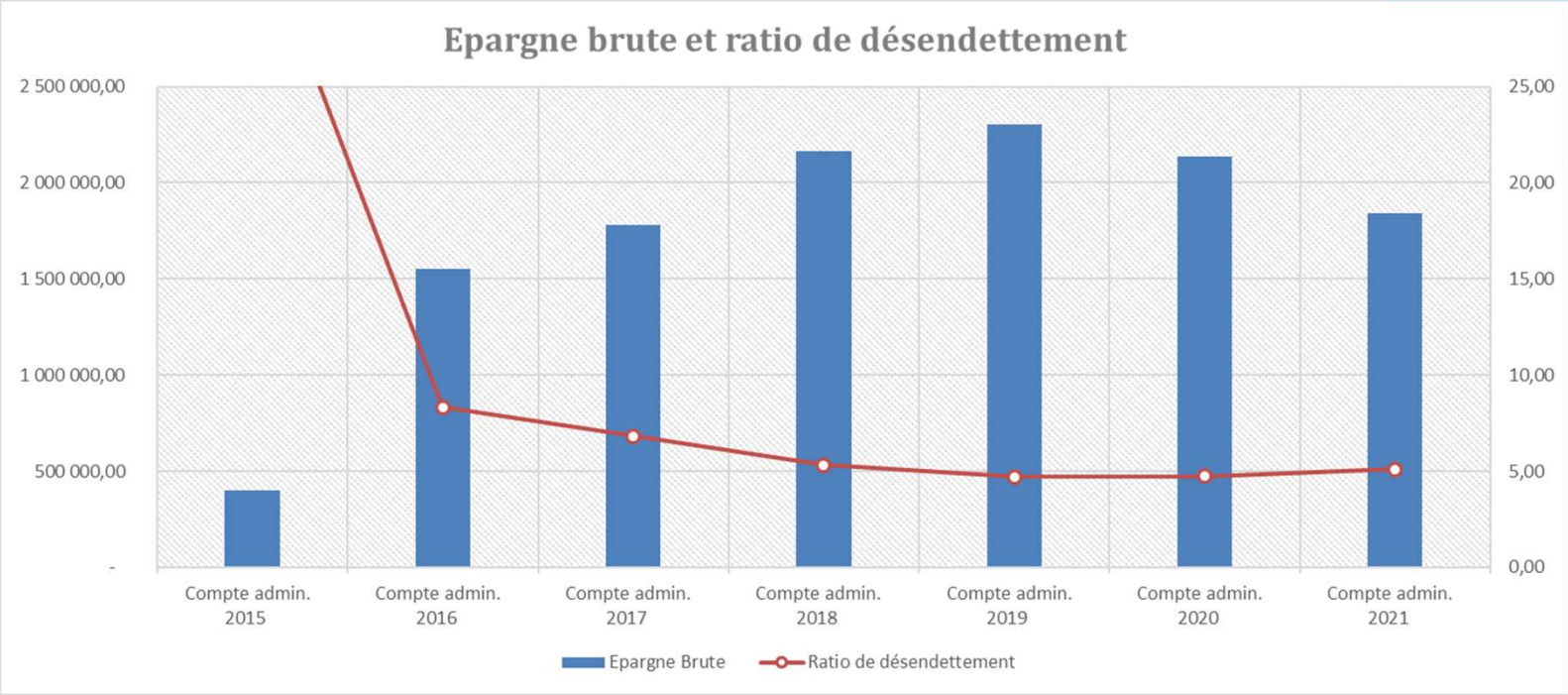
Situation financière et orientations budgétaires

Section de fonctionnement – soldes intermédiaires de gestion

Section de fonctionnement	Compte admin. 2020	Budget 2021	Compte admin. 2021	% réal	Budget prévi. 2022
Dépenses réelles* de fonctionnement	**9 217 428,17**	**11 138 985,33**	**9 465 343,01**	-15,0%	**10 585 843,28**
Chapitre 011 : Charges à caratère général	2 083 599,77	3 166 123,65	2 028 580,37	-35,9%	2 531 055,28
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 368 007,37	5 703 481,00	5 510 167,19	-3,4%	5 895 690,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	817 825,93	978 795,68	978 795,68	0,0%	1 007 398,00
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	517 943,76	736 822,00	581 038,50	-21,1%	749 200,00
Chapitre 66 : Charges financières	399 476,68	513 263,00	329 540,58	-35,8%	361 500,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	30 574,66	40 500,00	37 220,69	-8,1%	41 000,00
Recettes réelles* de fonctionnement	**11 356 422,53**	**11 839 089,66**	**11 308 736,97**	-4,5%	**12 098 051,62**
Chapitre 013 : Atténuation de charges	153 741,00	151 100,00	130 451,54	-13,7%	130 000,00
Chapitre 70 : Produits des services	1 092 685,60	1 103 178,56	1 347 696,49	22,2%	1 151 800,00
Chapitre 73 : impôts et taxes	5 300 073,73	5 685 811,00	5 828 179,52	2,5%	5 862 273,46
Chapitre 74 : dotations et participations	4 023 855,12	3 480 740,10	3 349 699,68	-3,8%	3 471 951,00
Travaux en régie	131 853,29	150 000,00	58 602,67	-60,9%	100 000,00
Autres produits de gestion courante (baux)	90 321,16	67 544,00	74 501,72	10,3%	61 269,00
Produits financiers (versement annuel fonds de soutien)	471 211,11	471 210,00	471 208,05	0,0%	471 208,16
Produits exceptionnels (hors cessions immos)	92 681,52	729 506,00	48 397,30	-93,4%	849 550,00
Epargne Brute	**2 138 994,36**	**700 104,33**	**1 843 393,96**	163,3%	**1 512 208,34**
Remboursement en capital de la dette	1 166 866,86	1 190 000,00	1 189 311,12	-0,1%	1 216 000,00
Epargne nette / C.A.F. nette	**972 127,50**	**- 489 895,67**	**654 082,84**		**296 208,34**

Situation financière et orientations budgétaires

Section de fonctionnement – soldes intermédiaires de gestion



Sur ce graphique, l'évolution de l'épargne brute de fonctionnement et celle du ratio de désendettement de la commune laisse apparaître 2 phases distinctes : ces indicateurs financiers connaissent une nette amélioration des entre 2015 et 2019 et un fléchissement constant entre 2019 et 2021. La première période correspond au résultat du transfert de la compétence voirie à PMMCU et à l'éligibilité de la commune à la Dotation de Solidarité Urbaine au cours de l'exercice 2016, la seconde période reflète une dynamique d'évolution plus rapide sur les dépenses que sur les recettes de fonctionnement.

Cependant, malgré ce fléchissement de l'épargne, **le ratio de désendettement**, exprimé en nombre d'année et traduisant la capacité de la ville à se désendetter intégralement si la totalité de l'épargne était affectée au remboursement de la dette, **reste autour de 5 années** (indicateur très satisfaisant).

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – dette communale – rétrospective et prospective

Évolution de l'encours de dette (CRD) par habitant sur la base d'un population constante (10261 habitants = population INSEE 2021)

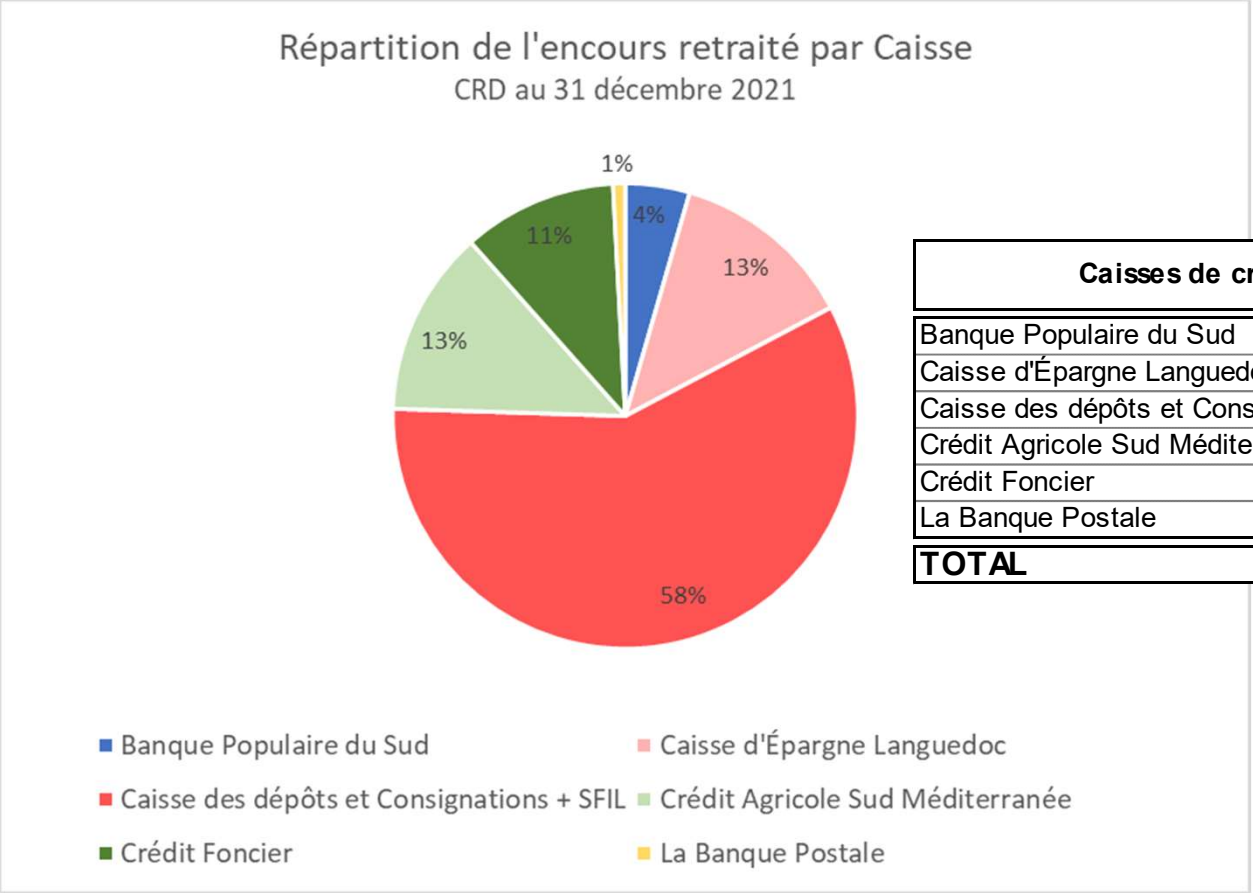
Rappel : avant 2015, la commune possédait un emprunt à risque EUR / CHF dans son encours de dette, non capé et sans barrière en matière de risque d'envolée de taux. Des négociations ont été menées entre la commune, DEXIA et les services de l'État afin de trouver une solution pérenne et une possibilité de sortie favorable pour la collectivité. In fine, sur 7 800 000 euros d'indemnité de remboursement anticipé du prêt toxique, l'État est venu en aide auprès de la ville avec une enveloppe de fonds de soutien de 6 127 000 euros. Il convient donc de retraiter cette somme de l'encours de dette pour le calcul des indicateurs financiers.

Période	CRD 31/12	CRD retraité 31/12	Envel. FDS 31/12	*Capital*	*Capital retraité*	*Capital FDS*	*Intérêts*	*Annuité*	population insee cte	CRD / pop
2016	18 002 873,28	12 347 080,33	5 655 792,95	*1 109 674,74*	*638 466,69*	*471 208,05*	*527 867,50*	*1 637 542,24*	10308	1198
2017	16 892 198,54	11 707 613,64	5 184 584,90	*1 085 910,31*	*614 702,26*	*471 208,05*	*485 068,84*	*1 570 979,15*	10246	1143
2018	15 762 954,89	11 049 578,04	4 713 376,85	*1 074 171,48*	*602 963,43*	*471 208,05*	*445 657,79*	*1 519 829,27*	10413	1061
2019	14 614 289,37	10 372 120,57	4 242 168,80	*1 093 927,27*	*622 719,22*	*471 208,05*	*416 626,45*	*1 510 553,72*	10422	995
2020	13 445 309,63	9 674 348,88	3 770 960,75	*1 114 936,88*	*643 728,83*	*471 208,05*	*385 689,91*	*1 500 626,79*	10353	934
2021	12 251 077,88	8 951 325,18	3 299 752,70	*1 189 311,13*	*718 103,08*	*471 208,05*	*358 434,35*	*1 547 745,48*	10261	872
2022	11 038 331,29	8 209 786,64	2 828 544,65	*1 212 746,59*	*741 538,54*	*471 208,05*	*325 367,17*	*1 538 113,76*	10261	800
2023	9 801 112,78	7 443 776,18	2 357 336,60	*1 237 218,51*	*766 010,46*	*471 208,05*	*291 806,30*	*1 529 024,81*	10261	725
2024	8 538 338,63	6 652 210,08	1 886 128,55	*1 262 774,15*	*791 566,10*	*471 208,05*	*256 459,81*	*1 519 233,96*	10261	648
2025	7 248 875,69	5 833 955,19	1 414 920,50	*1 289 462,94*	*818 254,89*	*471 208,05*	*221 092,46*	*1 510 555,40*	10261	569
2026	6 004 188,37	5 060 475,92	943 712,45	*1 244 687,32*	*773 479,27*	*471 208,05*	*185 657,30*	*1 430 344,62*	10261	493
2027	4 756 992,81	4 284 488,41	472 504,40	*1 257 195,56*	*785 987,51*	*471 208,05*	*150 441,20*	*1 407 636,76*	10261	418
2028	3 710 766,45	3 709 470,10	1 296,35	*1 036 226,36*	*565 018,31*	*471 208,05*	*123 686,62*	*1 159 912,98*	10261	362
2029	3 184 638,71	3 184 638,71		*526 127,74*	*524 831,39*	*1 296,35*	*105 560,41*	*631 688,15*	10261	310
2030	2 676 824,68	2 676 824,68		*507 814,03*	*507 814,03*		*89 021,30*	*596 835,33*	10261	261
2031	2 226 913,55	2 226 913,55		*449 911,13*	*449 911,13*		*73 130,36*	*523 041,49*	10261	217
2032	1 755 676,93	1 755 676,93		*471 236,62*	*471 236,62*		*56 219,82*	*527 456,44*	10261	171
2033	1 262 093,98	1 262 093,98		*493 582,97*	*493 582,97*		*38 656,64*	*532 239,61*	10261	123
2034	840 384,02	840 384,02		*421 709,94*	*421 709,94*		*24 524,17*	*446 234,11*	10261	82
2035	398 667,01	398 667,01		*441 262,01*	*441 262,01*		*10 889,09*	*452 151,10*	10261	39
2036	204 285,13	204 285,13		*194 381,88*	*194 381,88*		*4 226,53*	*198 608,41*	10261	20

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – dette communale – répartition des encours par caisse de crédit

Encours au 31 décembre 2021 retraité de l'enveloppe 'Fonds de Soutien' (FDS) attribuée par l'État en 2015 (sortie du prêt structuré EUR/CHF)

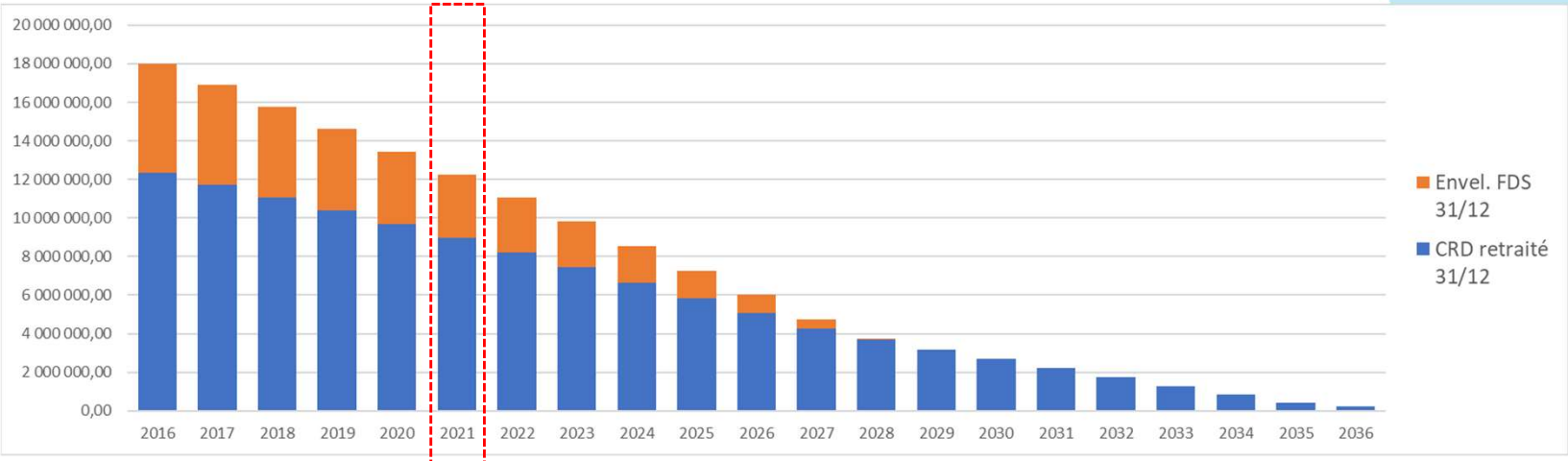


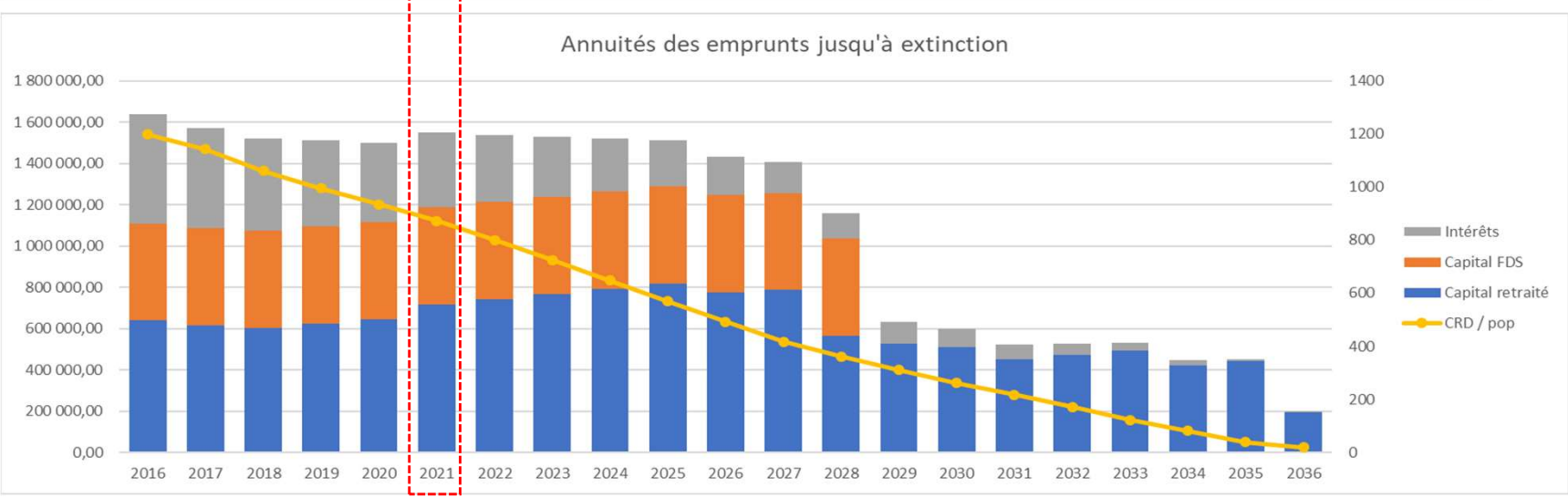
Caisses de crédit	CRD 31/12/2021	CRD retraité 31/12/2021
Banque Populaire du Sud	400 647,11	400 647,11
Caisse d'Épargne Languedoc	1 145 861,06	1 145 861,06
Caisse des dépôts et Consignations + SFIL	8 511 465,36	5 211 732,55
Crédit Agricole Sud Méditerranée	1 157 095,04	1 157 095,04
Crédit Foncier	959 447,22	959 447,22
La Banque Postale	76 562,09	76 562,09
TOTAL	**12 251 077,88**	**8 951 345,07**

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – dette communale – profil d'extinction

Évolution de l'encours de dette (CRD) au 31 décembre 2021 par habitant sur la base d'un population constante (10261 habitants = population INSEE 2021)





Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – Dépenses d'investissement

Section d'investissement	CA 2020	Budget 2021	CA 2021	% réal	Restes à Réaliser 2021 - 2022	Budget Prévi 2022
Dépenses d'investissement	**3 681 253,01**	**9 943 436,71**	**3 367 399,73**	*33,9%*	*1 415 515,27*	**7 956 229,92**
Remboursement en capital des emprunts	1 166 866,86	1 190 000,00	1 189 311,12	*99,9%*	-	1 216 000,00
Opérations d'investissement	1 275 408,88	2 952 397,52	983 019,11	*33,3%*	*1 368 734,11*	4 520 816,83
Dépenses des compétences EPCI	842 480,06	961 683,39	902 527,27	*93,8%*	*46 781,16*	932 312,16
Portage foncier EPFL	48 180,58	59 871,00	59 870,58	*100,0%*	-	182 500,00
Participation travaux mise en esthétique part 238 sydeel	27 855,94	25 722,68	66 207,08	*257,4%*	-	-
Subvention versée - Bailleur social	73 543,70	78 000,00	-	*0,0%*	-	75 000,00
Remboursement TAM perçue à tort + péril immeuble + autre	-	50 520,00	520,00	*1,0%*	-	-
Solde exécution section investissement	-	1 340 577,29	-	*0,0%*	-	603 600,93
Opérations patrim. (intégr. Avances - travaux régie)	246 916,99	3 258 782,83	165 944,57	*5,1%*	-	400 000,00
Amortissement des subventions	-	25 882,00	-	*0,0%*	-	26 000,00

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – zoom sur les opérations d'investissement

Section d'investissement	CA 2020	Budget 2021	CA 2021	% réal	Restes à Réaliser 2021 - 2022	Budget Prévi 2022
Opérations d'investissement	1 275 408,88	2 952 397,52	983 019,11	33,3%	1 368 734,11	4 520 816,83
Travaux église communale	-	-	-	-	49 361,94	1 320 218,00
Réserves immobilières et foncières	-	-	16 527,82	-	-	75 000,00
Frais de documents d'urbanisme (PCS, Dicrim, arpentages, ...)				-	8 652,00	14 652,00
Voirie - travaux réseaux divers	10 790,74	269 400,00	72 588,17	26,9%	170 588,03	310 588,03
AEP et EU	-			-		
Hôtel de ville	21 455,54	310 628,00	16 846,98	5,4%	229 796,66	256 812,56
Parvis hôtel de ville	724 560,26	-	-	-	-	-
Médiathèque	4 786,81	3 000,00	-	0,0%	-	3 000,00
Parvis médiathèque	-	-	-	-	-	-
Crèche communale	1 988,61	6 500,00	2 706,90	41,6%	303,96	17 303,96
Complexe Latécoère	-	25 000,00	28 449,60	113,8%	-	55 000,00
Salle de spectacle	-	15 000,00	-	0,0%	-	10 000,00
Conservatoire	-	-	-	-	-	-
Cantine CASALS	10 108,40	1 093 760,41	270 070,63	24,7%	739 894,96	850 980,72
Transition énergétique des bâtiments	-	150 000,00	21 480,00	14,3%	-	342 000,00
Autres bâtiments communaux	181 295,20	119 553,56	24 616,24	20,6%	46 231,58	238 031,58
Complexe sportif	5 447,38	21 700,00	12 660,96	58,3%	5 894,06	45 794,06
Terrain stade	32 235,45	3 000,00	-	0,0%	9 888,00	31 088,00
Nouveau cimetière	-	226 000,00	69 517,60	30,8%	4 564,01	122 564,01
Espace loisirs Agly	4 412,70	185 468,40	153 599,21	82,8%	36 851,37	83 851,37
Espaces verts	42 513,78	95 261,72	55 879,98	58,7%	23 208,60	141 208,60
Jardins familiaux	-	1 800,00	-	0,0%	-	5 100,00
Réhabilitation coopérative horticole	10 932,69	-	-	-	-	-
Installation vidéo protection	40 524,79	115 000,00	4 268,44	3,7%	-	115 000,00
Matériel administratif	52 102,28	160 492,93	107 508,78	67,0%	35 687,14	209 112,14
Matériel scolaire	16 021,63	24 998,50	23 342,28	93,4%	-	77 000,00
Matériel divers	46 542,22	125 834,00	102 955,52	81,8%	7 811,80	101 511,80
Matériel roulant	69 690,40	-	-	-	-	95 000,00
Matériel éclairage public	-	-	-	-	-	-

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – zoom sur Restes à Réaliser (RAR) 2021-2022 – dépenses d'investissement

Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Nomenclature	RAR
4581	822	45810801		Convention de gestion PMMCU travaux voirie	37 053,66
4581	814	45810802		Convention de gestion PMMCU propreté	8 758,80
20	0200	202		Documents urbanismes - PCS / DICRIM	8 652,00
4581	821	45810801		Convention de gestion PMMCU équipements voirie	968,70
23	822	2315	0246	Aménagement PAYRI	110 400,00
204	816	2041582	0246	Travaux réseaux SYDEEL (Balzac)	48 733,87
21	822	2151	0246	SOTRANASA - Réseau fibre école CASALS	8 397,72
23	816	238	0246	Travaux réseaux SYDEEL (marquès)	3 056,44
21	026	21316	0265	Travaux étanchéité caveaux	4 564,01
21	412	2188	0266	Adoucisseur eau Jo Maso	5 894,06
23	0200	2313	0273	Travaux CCAS	229 796,66
21	824	21318	0281	Travaux PumpTrack solde	25 582,41
21	823	2158	0281	Matériaux et cloture PumpTrack	11 268,96
23	251	2313	0290	Opération cantine CASALS Travaux	715 906,46
20	251	2031	0290	Opération cantine CASALS MOE et BE	23 988,50
21	823	2128	159	Espaces verts - bords d'étang	11 661,60
21	823	2158	159	Espaces verts - aménagement cœur de ville	11 547,00
21	412	2188	181	Travaux électriques projecteur Jep Maso	9 888,00
21	0202	21318	184	Travaux Démolition Pl. LAFAYETTE + Divers MFS	39 337,58
20	71	2031	184	Etude faisabilité auto consommation collective	3 600,00
21	2122	2135	184	Cloture école CORTADA	3 294,00
21	642	2188	229	Divers mobiliers RAM	303,96
20	0200	2051	234	OPERIS - Démat ADS + certificats divers	34 884,60
21	0200	2183	234	Divers matériels informatiques	802,54
21	112	2158	236	Terminaux PVE Police Municipale	3 046,80
21	0200	2158	236	Divers matériels services administratifs	2 135,94
21	4221	2184	236	PIJ Babyfoot	1 680,00
21	0200	2184	236	Mobilier MFS	467,43
21	112	2184	236	Mobilier ASVP	195,92
21	524	2184	236	Mobilier MFS	155,81
21	524	2158	236	Matériel MFS	129,90
23	324	2313	920	Travaux EGLISE MOE	49 361,94
TOTAL RAR 2021-2022 DEPENSES D'INVESTISSEMENT					**1 415 515,27**

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – Recettes d'investissement

Section d'investissement	CA 2020	Budget 2021	CA 2021	% réal	Restes à Réaliser 2021 - 2022	Budget Prévi 2022
Recettes d'investissement	**3 872 703,48**	**9 943 436,71**	**4 104 376,09**		*1 094 587,01*	**7 956 229,92**
Tirage emprunts nouveaux	-	500 000,00	479,88		-	1 700 000,00
FCTVA, réserves (affectation résultat)	2 007 791,25	1 582 917,54	1 302 917,54		*182 276,37*	1 261 805,56
Subventions d'investissement	188 918,84	1 103 466,87	399 886,50		*643 323,70*	714 581,70
Produits de cessions d'immobilisation	410 600,00	2 700,00	2 700,00		-	-
Refacturation Convention Gestion PMM + tiers	922 184,84	1 011 682,00	692 694,92		268 986,94	1 154 862,87
021 - Virement de la section de fontionnement	-	1 067 316,30	-		-	1 799 979,79
040 - Amortissements des immos + provision	343 208,55	410 354,00	383 778,29		-	425 000,00
040 - Amort. pénalité renégo prêt structuré 2015	-	1 200 000,00	1 200 000,00		-	600 000,00
041 - Opérations patrim. (intégr. avances)	-	3 065 000,00	121 918,96		-	300 000,00

Recours à l'emprunt de 2022

Pour équilibrer la section d'investissement, après la tenue du séminaire financier et des arbitrages qui ont été opérés, un emprunt de 1 700 000 euros est à inscrire en recettes d'investissement.

Cette inscription budgétaire peut se décomposer en trois parties :

- L'emprunt d'équilibre identique à celui de 2021 et non réalisé (remplacé par la capacité d'autofinancement nette de l'exercice),
- L'emprunt nécessaire au financement de la part « embellissement de l'église » et du solde de la cantine Casals (net des subventions inscrites) – tirage 2022 estimé de 900 k€ environ
- L'emprunt des projets en phase d'étude (dont la rénovation énergétique des écoles) pour un capital de 300 k€ environ, dont les dépenses devraient probablement basculer en 2023 compte tenu du délai de mise en place du projet (AMO, MOE, Marché de travaux)

Situation financière et orientations budgétaires

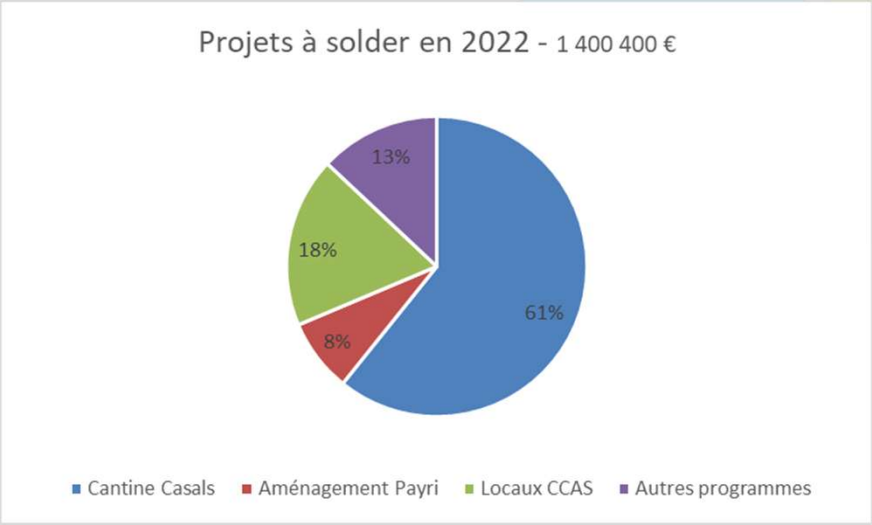
Section d'investissement – zoom sur Restes à Réaliser (RAR) 2021-2022 – recettes d'investissement

Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Nomenclature	RAR
4582	822	45820801		Solde convetion de gestion voirie	229 114,14
10	01	10222		FCTVA 2021 non versé	182 276,37
4582	814	45820802		Solde convetion de gestion EP	39 872,80
13	0200	13251	0273	FdC PMM Travaux CCAS	116 250,54
13	251	1321	0290	DETR 2020 et 2021 Cantine - solde	178 000,00
13	251	1323	0290	ADES CD66 - Cantine	150 000,00
13	251	13251	0290	FdC PMM Cantine	77 006,50
13	823	1328	159	NATURA 2000 - subvention bords d'étang	14 518,00
13	823	1323	159	CD66 - Subvention bords d'étang	12 215,20
13	0200	13251	184	FdC PMM - Lafayette + mat. Inform. MFS	63 869,96
13	0200	1328	184	DRAC Subvention orgue église	27 063,50
13	0200	1321	234	Préfecture - Démat ADS	4 400,00
2022 RECETTES INVESTISSEMENT					**1 094 587,01**

Programmation des investissements

Projets « à solder »

Construction d'une nouvelle cantine scolaire, groupe Casals
Aménagement de l'espace Jean Payri (ancien château d'eau)
Réaménagement des locaux du CCAS à l'hôtel de ville
Démolition du bâtiment place Lafayette
Logiciel de dématérialisation des autorisations d'urbanisme

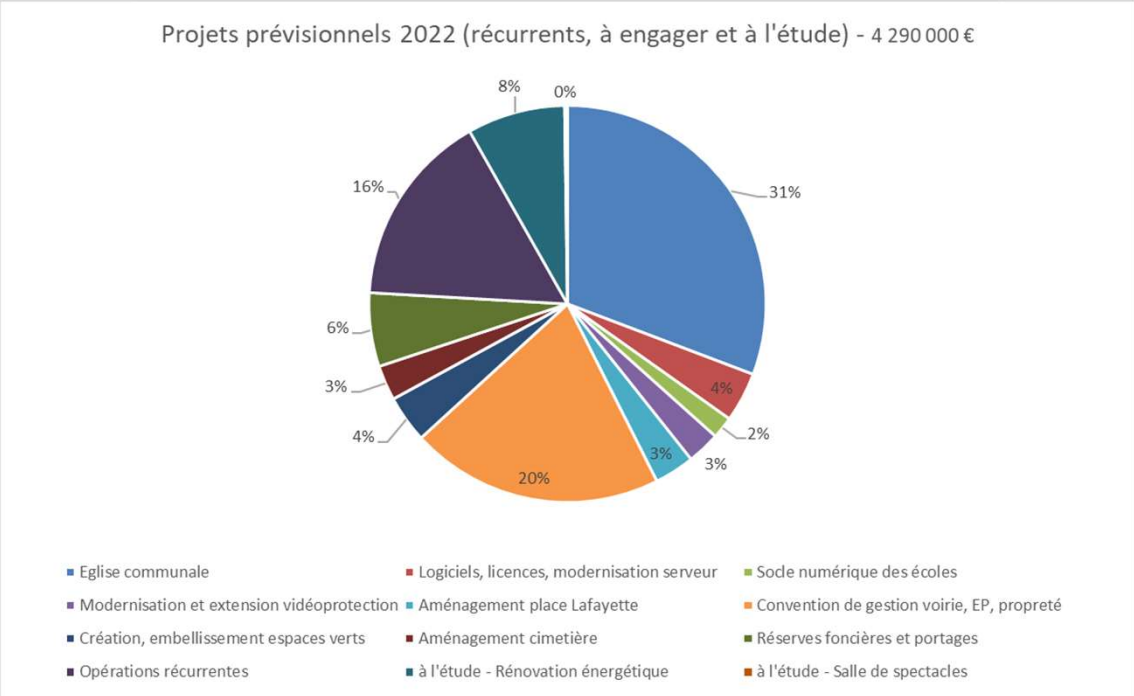


Projets « récurrents »

Investissements voiries sur programme convention de gestion PMMCU
Renouvellement flotte véhicules des Services techniques
Acquisition Matériel spécifiques à la propreté urbaine
Renouvellement du parc d'éclairage public par quartier en Leds
Entretien des Bâtiments communaux
Création et embellissement des espaces verts

Projets à engager

Travaux de remise et état et d'embellissement de l'église communale
Désimperméabilisassions des cours d'école (Agence de l'eau et PMM)
Création de casiers funéraire au nouveau cimetière
Nature en ville mise en place de pots sur rues du village
Modernisation du serveur et socle numérique des écoles
Aménagement place Lafayette



Projets en phase d'étude

Rénovation énergétique de quatre groupes scolaires
Revitalisation du centre Ville dans le cadre de Petites Villes de Demain
Etude d'opportunité de réalisation d'une salle de spectacle
Equipement de terrain de paddle sur zone des tennis

Annexes

Annexe 1 : détail des dépenses de fonctionnement

Section de fonctionnement	Compte admin. 2019	Compte admin. 2020	Budget 2021	Compte admin. 2021	Budget prévi. 2022
Dépenses réelles* de fonctionnement	**9 009 815,15**	**9 217 428,17**	**11 138 985,33**	**9 465 343,01**	**10 585 843,28**
Chapitre 011 : Charges à caratère général	2 127 464,35	2 083 599,77	3 166 123,65	2 028 580,37	2 531 055,28
Energies et conso d'eau	590 942,32	623 189,44	652 334,00	533 735,25	657 696,28
Fournitures de petits équipements (W en régie)	49 804,56	86 865,27	116 375,00	153 922,68	191 706,00
Autres fournitures	222 087,63	305 727,03	327 828,00	259 744,79	270 000,00
Locations	61 561,75	77 711,27	81 519,00	71 448,66	71 655,00
Entretien matériel roulant	133 917,01	105 084,74	107 740,00	122 409,64	75 500,00
Autres entretiens (bâtiments, voiries, réseaux)	227 676,18	197 724,79	884 249,00	163 545,83	103 780,00
Maintenances	164 637,63	123 860,99	137 381,00	116 902,62	149 485,00
Assurances	34 150,92	39 396,81	43 000,00	41 585,66	159 200,00
Fêtes et cérémonies + réceptions	236 422,38	142 587,73	129 833,00	98 320,98	343 703,00
Contrats de prestations	6 849,12	16 220,51	293 728,00	141 684,62	5 000,00
Frais de télécommunication	49 760,35	66 112,40	69 664,00	51 010,13	46 310,00
Autres CCG	349 654,50	299 118,79	322 472,65	274 269,51	457 020,00
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 273 879,46	5 368 007,37	5 703 481,00	5 510 167,19	5 895 690,00
Charges de personnel	5 141 669,83	5 211 608,32	5 555 430,00	5 369 225,29	5 750 690,00
Assurance risques statutaires	132 209,63	156 399,05	148 051,00	140 941,90	145 000,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	560 895,43	817 825,93	978 795,68	978 795,68	1 007 398,00
Prélèvements 'SRU'	76 464,43	7 405,93	142 386,68	142 386,68	145 000,00
Attributions de comp. PMMCU	484 431,00	810 420,00	836 409,00	836 409,00	862 398,00
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	611 377,95	517 943,76	736 822,00	581 038,50	749 200,00
Cotisations et participations	165 059,67	187 130,75	225 202,00	238 328,49	248 100,00
Subventions aux assoc.	154 150,00	132 250,00	158 600,00	88 888,96	158 600,00
Participation SDIS	-	-	-	-	-
Participation Extrasco	204 948,28	148 563,01	236 020,00	163 821,05	232 500,00
Participation BA CCAS	87 000,00	50 000,00	117 000,00	90 000,00	90 000,00
Créances admises en non valeur et éteintes	220,00	-	-	-	20 000,00
Chapitre 66 : Charges financières	432 951,71	399 476,68	513 263,00	329 540,58	361 500,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	3 246,25	30 574,66	40 500,00	37 220,69	41 000,00

Annexes

Annexe 2 : détail des recettes de fonctionnement

Section de fonctionnement	Compte admin. 2019	Compte admin. 2020	Budget 2021	Compte admin. 2021	Budget prévi. 2022
Recettes réelles* de fonctionnement	**11 311 073,80**	**11 356 422,53**	**11 839 089,66**	**11 308 736,97**	**12 098 051,62**
Chapitre 013 : Atténuation de charges	857 463,70	153 741,00	151 100,00	130 451,54	130 000,00
Chapitre 70 : Produits des services	751 071,86	1 092 685,60	1 103 178,56	1 347 696,49	1 151 800,00
Convention de gestion fonctionnement P2M	512 276,42	942 415,81	876 885,56	1 054 989,07	886 385,00
Participations (perisco + social + culture + sports)	171 134,74	115 469,39	173 500,00	184 209,06	192 600,00
Autres Produits des services	67 660,70	34 800,40	52 793,00	108 498,36	72 815,00
Chapitre 73 : impôts et taxes	5 380 287,95	5 300 073,73	5 685 811,00	5 828 179,52	5 862 273,46
Contributions directes	4 387 011,70	4 374 912,00	4 709 730,00	4 714 683,00	4 852 342,00
Droits d'enregistrement et taxe pub. fonc.	423 735,00	390 826,89	390 000,00	536 678,29	400 000,00
Autres impôts et taxes	569 541,25	534 334,84	586 081,00	576 818,23	609 931,46
Chapitre 74 : dotations et participations	3 665 811,09	4 023 855,12	3 480 740,10	3 349 699,68	3 471 951,00
Concours financiers de l'Etat	2 833 081,00	2 870 897,51	2 572 252,00	2 570 538,84	2 569 454,00
Participations structures enfances (CAF + MSA + ASP +	643 641,23	980 342,00	782 839,00	673 301,58	794 370,00
Convention pluvial + musique + encombrants P2M	145 870,86	144 442,61	102 219,10	79 429,26	84 697,00
Autres participations	43 218,00	28 173,00	23 430,00	26 430,00	23 430,00
Travaux en régie	50 118,47	131 853,29	150 000,00	58 602,67	100 000,00
Autres produits de gestion courante (baux)	98 008,86	90 321,16	67 544,00	74 501,72	61 269,00
Produits financiers (versement annuel fonds de soutien)	471 188,16	471 211,11	471 210,00	471 208,05	471 208,16
Produits exceptionnels (hors cessions immos)	37 123,71	92 681,52	729 506,00	48 397,30	849 550,00

Annexes

Annexe 3 : portage foncier de la ville réalisé par l'EPFL

Projet	Ref cadastrales	Type de durée	Durée de portage	Date Acte d'acquisit	Durée restante	ETAT DOSSIER	PROPRIETAIRE	Année N+1	Taux N+1	Annuité	Valeur d'Achat	CAPITAL RESTANT DU	*FDP N+1*	*Total à payer N+1*
Logements sociaux	AW n°252	In fine	5	25/07/2019	3	EN PORTAGE	Epoux SKEW	2022	0,50%	0,00 €	69 000,00 €	69 000,00 €	345,00 €	345,00 €
Réhabilitation centre ancien	AV n°442	In fine	10	25/08/2014	3	EN PORTAGE	Epoux CASTANO-HERNANDEZ	2022	0,50%	18 300,00 €	183 000,00 €	164 700,00 €	823,50 €	19 123,50 €
Réhabilitation du centre-ville avec création aire de stationnement	AV n°622	50% In fine / 50% par annuité constante	10	28/02/2019	8	EN PORTAGE	Epoux PREGONES	2022	0,50%	1 000,00 €	20 000,00 €	19 000,00 €	95,00 €	1 095,00 €
Réhabilitation du centre-ville avec création aire de stationnement	AV n°618	50% In fine / 50% par annuité constante	10	29/05/2019	8	EN PORTAGE	Consorts INOCENTES	2022	0,50%	850,00 €	17 000,00 €	16 150,00 €	80,75 €	930,75 €
Réserve foncière	AV 607, 608 et 621	50% In fine / 50% par annuité constante	10	29/11/2018	7	EN PORTAGE	Consorts GOT	2022	0,50%	5 000,00 €	100 000,00 €	90 000,00 €	450,00 €	5 450,00 €
Réserve foncière	BR 45, 55 et BS 87	In fine	10	14/04/2014	3	EN PORTAGE	CUADRAS	2022	0,50%	3 230,58 €	32 305,76 €	29 075,18 €	145,38 €	3 375,95 €
Réserve foncière	AE 35	In fine	10	05/05/2015	4	EN PORTAGE	Consorts MARC-VILLACEQUE	2022	0,50%	3 465,00 €	34 650,00 €	34 650,00 €	173,25 €	3 638,25 €
Réserve foncière en continuité de l'emplacement de la future Médiathèque	AW 40 et 41	In fine	5	29/12/2017	1	RETROCESSION CETTE ANNEE	Epoux COURALLET-DELBOULBE	2022	0,50%	105 000,00 €	105 000,00 €	105 000,00 €	525,00 €	105 525,00 €
Réserve foncière pour réhabilitation du centre-ville	AT 208	50% In fine / 50% par annuité constante	10	05/11/2018	7	EN PORTAGE	SCI BLANQUER	2022	0,50%	5 500,00 €	110 000,00 €	99 000,00 €	495,00 €	5 995,00 €
STATIONNEMENT	AV 364	In fine	10	06/12/2013	2	EN PORTAGE	DURAND-DOLCERROCA	2022	0,50%	9 500,00 €	95 000,00 €	76 000,00 €	380,00 €	9 880,00 €
Réserve foncière pour réhabilitation du centre-ville	AV 64 et 65	50% In fine / 50% par annuité constante	10	06/12/2019	8	EN PORTAGE	Consorts BLANQUER	2022	0,50%	4 800,00 €	96 000,00 €	91 200,00 €	456,00 €	5 256,00 €
Aire de stationnement	AV n°623	Par annuités constantes	15	15/05/2020	14	EN PORTAGE	FERNANDEZ EPOUSE PREGONES	2022	0,50%	4 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	300,00 €	4 300,00 €
	AV n°619	50% In fine / 50% par annuité constante	10	15/01/2020	9	EN PORTAGE	Consorts SANMARTIN	2022	0,50%	1 500,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	150,00 €	1 650,00 €
Revitalisation centre ancien et aire de stationnement	AW N°256	50% In fine / 50% par annuité constante	10	31/07/2020	9	EN PORTAGE	Mme FOURCADE	2022	0,50%	2 725,00 €	54 500,00 €	54 500,00 €	272,50 €	2 997,50 €
Revitalisation du centre ancien et création d'une aire de stationnement	AW n°253 et 254	50% In fine / 50% par annuité constante	10	09/04/2021	10	EN PORTAGE	M. .PAJNIC	2022	0,50%	6 250,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €	625,00 €	6 875,00 €
Revitalisation du centre ancien et création d'une aire de stationnement	AV n°603	50% In fine / 50% par annuité constante	10	30/07/2021	10	EN PORTAGE	M. GOUGNOT	2022	0,50%	2 500,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	250,00 €	2 750,00 €
Revitalisation du centre ancien et création d'une aire de stationnement	AV n°535	50% In fine / 50% par annuité constante	10	10/12/2021	10	EN PORTAGE	M FILONE	2022	0,50%	7 500,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	750,00 €	8 250,00 €
Total général										181 120,58 €	1 331 455,76 €	1 263 275,18 €	6 316,38 €	187 436,95 €

Annexes

Annexe 4 : engagements hors bilan - dette garantie par la collectivité

Fiche	Banque	Libellé	Bénéficiare	Quotité	Indice	Encours garanti
1160302	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LEVANT	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	940 369,14
1160305	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LEVANT	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	207 366,09
1160307	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LEVANT	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	268 502,93
1160310	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LEVANT	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	59 295,53
1160868	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LLEBEIG	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	1 159 650,55
1160871	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LLEBEIG	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	218 414,21
1161041	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LLEBEIG	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	300 970,92
1161043	Banque des Territoires	RESIDENCE LE LLEBEIG	FDI HABITAT	100,00%	Livret A	56 783,06
1176443	Banque des Territoires	LES JARDINS DE BACCHUS	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	120 777,96
1176444	Banque des Territoires	LES JARDINS DE BACCHUS	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	78 497,44
1176445	Banque des Territoires	LES JARDINS DE BACCHUS	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	34 654,56
1176448	Banque des Territoires	LES JARDINS DE BACCHUS	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	23 032,46
1186116	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	468 404,18
1186117	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	140 301,08
1186118	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	193 605,45
1186120	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	57 463,92
1243665	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	TROIS MOULINS HABITAT	100,00%	Livret A	490 013,22
1243666	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	TROIS MOULINS HABITAT	100,00%	Livret A	73 096,02
1243667	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	TROIS MOULINS HABITAT	100,00%	Livret A	218 554,74
1243668	Banque des Territoires	LES TERRASSES DU CANIGOU	TROIS MOULINS HABITAT	100,00%	Livret A	32 636,69
5316574	Banque des Territoires	5316574	TROIS MOULINS HABITAT	50,00%	Taux Fixe	135 000,00
5316575	Banque des Territoires	5316575	TROIS MOULINS HABITAT	50,00%	Livret A	150 477,00
5316576	Banque des Territoires	5316576	TROIS MOULINS HABITAT	50,00%	Livret A	155 598,00
5316577	Banque des Territoires	5316577	TROIS MOULINS HABITAT	50,00%	Livret A	446 458,50
5316578	Banque des Territoires	5316578	TROIS MOULINS HABITAT	50,00%	Livret A	52 443,50
7.707.882.A	Crédit Foncier de France	5 LOGEMENTS "LES TERRASSES DU CANIGOU"	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	122 629,09
7.708.113.G	Crédit Foncier de France	FINANCEMENT "LES TERRASSES DU CANIGOU"	ROUSSILLON HABITAT	40,00%	Livret A	42 540,04
Total						**6 247 536,29**

Annexes

Annexe 5 : données fiscales 2020 du territoire

Voisins données 2020	Taux TFB	Pop	Epargne b. k€	Eparg / Pop	Encours de dette k€	CRD / Pop
Cabestany	16,46	10 321	2 453	238	7 693	745
Rivesaltes	16,91	8 773	1 153	131	6 397	729
Argelès-sur-mer	17,65	10 623	5 482	516	16 611	1 564
Thuir	17,82	7 765	1 407	181	1 474	190
Claira	18,21	4 234	370	87	2 556	604
Toulouges	18,83	7 000	420	60	4 839	691
Saint-Estève	19,10	11 834	2 972	251	6 793	574
Canet-en-Roussillon	19,21	12 376	3 047	246	16 927	1 368
Villelongue de la Salanque	19,28	3 289	40	12	552	168
Sainte-Marie la mer	19,97	4 834	731	151	2 973	615
Elne	20,04	9 049	1 709	189	14 000	1 547
Villeneuve de la Raho	21,42	3 991	793	199	5 345	1 339
Torreilles	21,89	3 865	463	120	2 796	723
Le Soler	21,97	7 822	3 263	417	7 496	958
Millas	22,70	4 327	1 180	273	9 966	2 303
Saleilles	22,74	5 379	1 404	261	2 820	524
Pollestres	22,80	4 967	798	161	10 792	2 173
Saint-Laurent de la Salanqu	22,94	10 353	2 005	194	9 674	934
Saint-Cyprien	23,42	10 677	5 784	542	31 242	2 926
Le Barcarès	23,49	5 955	4 837	812	28 246	4 743
Estagel	23,66	2 034	484	238	1 184	582
Ille-sur-Têt	23,92	5 507	1 654	300	2 983	542
Canohès	24,93	6 206	1 951	314	8 625	1 390
Saint-Hippolyte	25,40	3 081	362	117	3 320	1 078
Bompas	25,76	7 356	1 810	246	5 205	708
Prades	25,97	6 465	1 975	305	7 243	1 120
Perpignan	27,05	121 681	44 318	364	204 774	1 683
moyenne 2020	**21,61**			**256,55**		**1 204,51**

Annexes

Annexe 6 : données utiles 1

II Contexte & finances locales

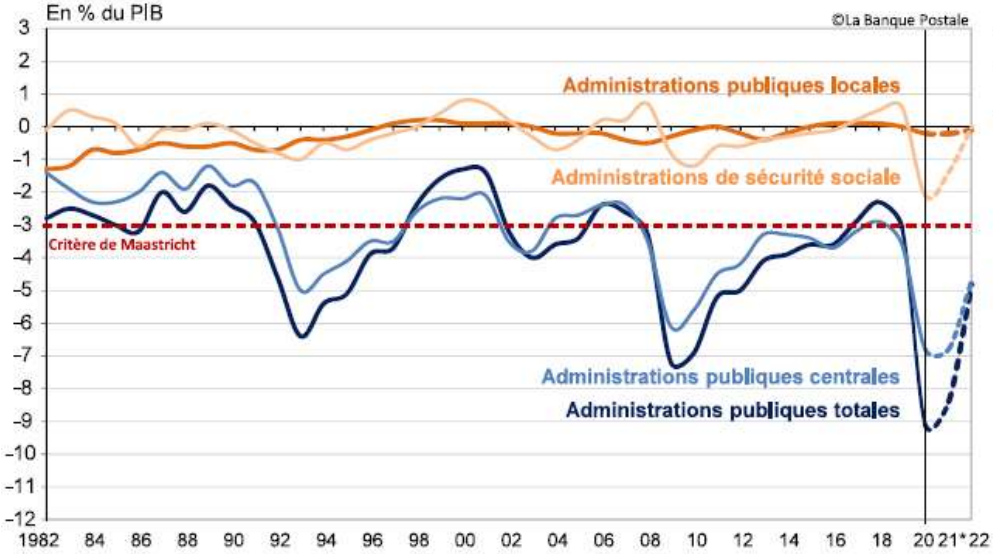
Modifications institutionnelles	2019	2020	2021	2022
Nombre de communes au 1er janv.	34 970	34 968	34 968	34 958
Nombre de communes nouvelles au 1er janv.	774	776	776	785
Nombre de groupements à fiscalité propre au 1er janv. (hors Polynésie fr.) *dont métropoles (yc mét. de Lyon)*	1 258 *22*	1 255 *22*	1 254 *22*	1 255 *22*
Nombre de syndicats (SIVU, SIVOM, mixtes) au 1er janv	9 812	9 306	8 905	nd
Nouveaux transferts de compétences		Transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération et de communes (sauf, pour les communautés de communes, si décision de report à 2026) Les communautés de communes ont la possibilité de devenir autorités organisatrices de la mobilité (AOM) depuis 2020		Recentralisation du RSA pour les départements expérimentateurs
Collectivités territoriales à statut particulier	Création de la collectivité à statut particulier : « Ville de Paris » (fusion commune / département)		Création de la Collectivité européenne d'Alsace (fusion des deux départements : Bas-Rhin et Haut-Rhin)	

Annexes

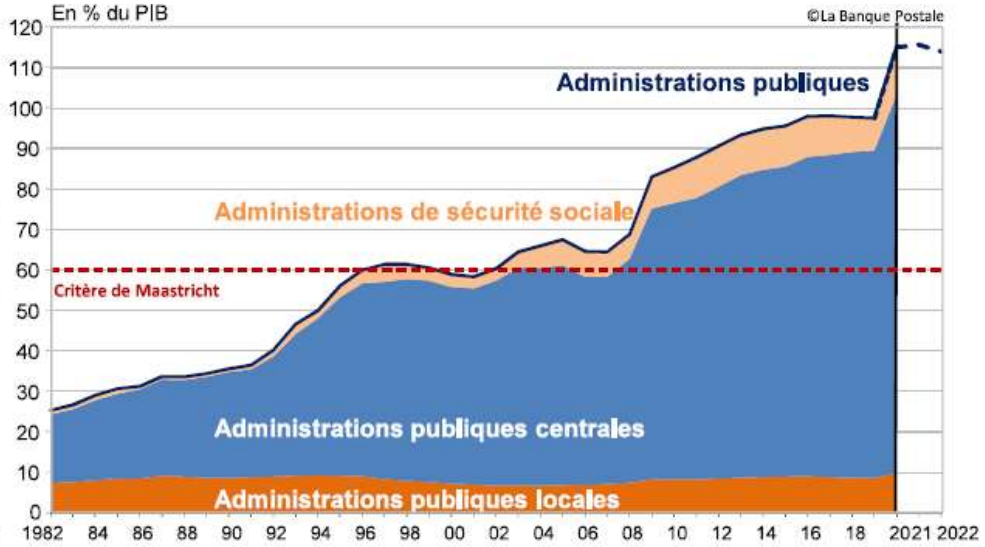
Annexe 6 : données utiles 2

III Finances publiques

Le déficit des administrations publiques



La dette des administrations publiques



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2014) jusqu'en 2020 puis RESF annexé au PLF 2022

* Selon les dernières estimations pour l'année 2021 (à mi-janvier 2022), le déficit public serait revu aux alentours de – 7 %, sans que la décomposition par sous-secteur ne soit connue à ce stade ni l'ampleur de la révision que cela engendrera sur la donnée 2022.

17/01/2022

Annexes

Annexe 6 : données utiles 3

Comptes 2020 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

(Euros par habitant)	3 500 à 5 000 habitants	5 000 à 10 000 habitants	10 000 à 20 000 habitants	20 000 à 50 000 habitants	50 000 à 100 000 habitants	Plus de 100 000 habitants
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT						
Total des produits de fonctionnement (=A)	**1 043**	**1 159**	**1 313**	**1 487**	**1 639**	**1 378**
Impôts locaux	463	507	576	653	676	673
Autres impôts & taxes	66	95	108	110	118	99
Dotation globale de fonctionnement	147	153	176	202	209	211
FCTVA	2	2	2	2	2	1
Produits des services et du domaine	64	68	72	83	93	87
Total des charges de fonctionnement (=B)	**900**	**1 014**	**1 176**	**1 360**	**1 504**	**1 272**
Charges de personnel	447	537	657	764	821	688
Achats et charges externes	227	236	248	265	261	229
Charges financières	20	22	21	25	33	24
Contingents	28	28	32	58	93	43
Subventions versées	49	65	89	106	129	154
Résultat comptable (R= A-B)	**143**	**145**	**137**	**127**	**135**	**106**
ELEMENTS DE FISCALITE						
Produit taxe d'habitation (y compris THLV)	205	215	245	297	325	320
Produit foncier bâti	242	277	319	351	350	345
Produit foncier non bâti	13	9	6	3	3	1
Produit foncier non bâti (taxe additionnelle)	0	0	0	0	0	0
Produit cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0	0	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0	0
ENDETTEMENT						
Encours total de la dette au 31/12/N	728	802	846	1 011	1 370	1106
Annuité de la dette	97	104	105	121	162	128
FONDS DE ROULEMENT	**380**	**347**	**316**	**241**	**193**	**116**
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Total des ressources d'investissement (=C)	**430**	**451**	**454**	**481**	**572**	**465**
Emprunts bancaires et dettes assimilées	51	54	66	77	112	109
Subventions reçues	70	72	68	67	71	32
FCTVA	45	44	45	46	52	34
Retour de biens affectés, concédés…	0	0	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement (=D)	**410**	**425**	**430**	**454**	**536**	**428**
Dépenses d'équipement	302	309	309	320	342	263
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	78	84	85	97	132	106
Charges à répartir	1	1	1	2	4	3
Immobilisations affectés, concédés…	1	0	0	0	0	0
Besoin / capacité de financement de la section investissement (= D - C)	**-20**	**-26**	**-24**	**-28**	**-35**	**-38**
AUTOFINANCEMENT						
Excédent brut de fonctionnement	217	220	216	214	235	194
Capacité d'autofinancement = CAF	198	201	194	188	203	167
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	120	117	109	91	72	61

CAISSE D'EPARGNE

Annexes

Annexe 6 : données utiles 4

Calendrier budgétaire 2022

31 décembre 2021	Clôture de l'exercice budgétaire 2021 Date limite d'adoption des décisions modificatives relatives à l'exercice N-1 *(art. L.1612-11 du CGCT)*
21 janvier 2022	Date limite pour l'ajustement des crédits de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre N-1 et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre entre les deux sections du budget précédent *(art. L.1612-11 du CGCT)*
31 janvier 2022	Date limite de mandatement et d'émission des titres de recettes pour les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et les opérations d'ordre budgétaire au titre de N-1 (journée complémentaire)
15 avril 2022	Date limite de vote du budget primitif après organisation d'un débat d'orientation budgétaire dans les 2 mois précédents *(art. L.1612-2 du CGCT)* (10 semaines pour les régions). Dans le cas où toutes les informations indispensables au vote du budget primitif ne sont pas fournies, un délai de 15 jours supplémentaires à compter de la diffusion de ces informations est accordé *(art. L.1612-2 du CGCT)*
1er mai 2022	Date limite de transmission par le receveur municipal du compte de gestion N-1 au conseil municipal pour les communes dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet suite à un vote initial en déséquilibre *(art. L.1612-9 du CGCT)*
15 juin 2022	Date limite d'adoption des comptes administratifs et budgets primitifs pour les collectivités dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet en cas de renouvellement des organes délibérants
30 juin 2022	Date limite de vote du compte administratif N-1 *(art. L.1612-12 du CGCT)*
15 juillet 2022	Date limite de transmission du compte administratif N-1 au préfet *(art. L.1612-13 du CGCT)*
31 décembre 2022	Clôture de l'exercice budgétaire 2022